

## Louvain School of Management

### **La République populaire de Chine et la nouvelle route de la soie : Quelle influence ont les investissements directs étrangers chinois sur l'économie européenne d'aujourd'hui ?**

Etude comparative des secteurs de la télécommunication, de l'e-commerce et des batteries.

Auteur : Emilien Charlier  
Promoteur(s) : Didier Reynders  
Année académique 2018-2019

## **Avant-Propos**

Au bout de plusieurs mois de recherches et de travail intensif, ce mémoire a pu voir le jour. Bien qu'il reste un travail personnel, il n'aurait pu être réalisé sans l'aide précieuse apportée par différentes personnes.

Tout d'abord, je tiens à remercier mon promoteur, Monsieur le Ministre, Didier Reynders, pour sa disponibilité, ses conseils et ses pistes de recherches concrètes.

Ensuite, je remercie Monsieur Nicolas Ledent pour son soutien, ses avis critiques et ses remarques constructives ainsi que pour le temps consacré à m'orienter tout au long de la réalisation de ce travail.

Je tiens aussi à remercier les différentes personnes qui ont répondu à mes appels, mes questions et qui m'ont permis d'obtenir les interviews nécessaires pour améliorer ma compréhension des différents secteurs. Merci à Monsieur Vincent Deplasse d'avoir pris le temps de répondre à mon entretien téléphonique et de m'avoir éclairé sur différents sujets en me donnant un avis objectif sur la situation chinoise dans le secteur des télécommunications.

Merci à toutes les personnes qui ont de près ou de loin, contribué à la finalisation de ce travail qui représente un aboutissement personnel après un parcours académique atypique.

Finalement, je tiens à remercier ma famille et plus particulièrement, mes parents, Isabelle Stainier et Luc Charlier, ainsi que ma grand-mère, Anne-Marie Stainier, de m'avoir soutenu tout au long de mes études et m'avoir poussé à donner le maximum pour atteindre mes objectifs. Ils m'ont apporté cette ouverture et cet esprit critique qui m'auront permis de mener à bien la réalisation de ce travail et la finalisation de ce parcours académique.

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>1 L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE .....</b>	<b>3</b>
<b>1.1 HISTORIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE.....</b>	<b>3</b>
<b>1.1.1 Création de l'Union européenne et de la zone euro .....</b>	<b>3</b>
<b>1.1.2 Politique Commerciale de l'Union européenne .....</b>	<b>7</b>
<b>1.1.2.1 Marché de l'Union européenne et nos différents secteurs .....</b>	<b>7</b>
<b>1.1.2.2 Les Investissements Directs Etrangers dans l'Union européenne .....</b>	<b>12</b>
<b>1.1.2.3 La position de l'Union européenne face aux IDE .....</b>	<b>15</b>
<b>1.1.3 Politique du Libre-Echange .....</b>	<b>16</b>
<b>1.1.3.1 Soutien de l'Union européenne .....</b>	<b>17</b>
<b>1.2 STRATÉGIE COMMERCIALE DE L'UNION EUROPÉENNE .....</b>	<b>18</b>
<b>1.2.1 Division au sein de l'Union européenne .....</b>	<b>20</b>
<b>1.3 CONCLUSION INTERMÉDIAIRE.....</b>	<b>21</b>
<b>2 L'ÉCONOMIE CHINOISE : UNE VOLONTÉ D'EXPANSION .....</b>	<b>23</b>
<b>2.1 ORIGINE D'UNE ANCIENNE PUISSANCE .....</b>	<b>23</b>
<b>2.1.1 La Route de la soie.....</b>	<b>23</b>
<b>2.1.2 La nouvelle Route de la soie .....</b>	<b>24</b>
<b>2.2 POLITIQUE COMMERCIALE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE.....</b>	<b>27</b>
<b>2.2.1 Les Investissements Directs Etrangers chinois .....</b>	<b>27</b>
<b>2.2.2 Vision de l'OMC .....</b>	<b>30</b>
<b>2.3 IDÉALISATION D'UNE STRATÉGIE ENTREPRENANTE.....</b>	<b>32</b>
<b>2.3.1 Aide de l'état.....</b>	<b>34</b>
<b>2.3.2 Accès aux marchés chinois .....</b>	<b>35</b>
<b>2.4 LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE ET SES RELATIONS ÉCONOMIQUES À TRAVERS LE MONDE.....</b>	<b>36</b>
<b>2.4.1 Le cas de l'Inde .....</b>	<b>36</b>
<b>2.4.2 Le cas des Etats-Unis .....</b>	<b>41</b>
<b>2.5 L'UNION EUROPÉENNE : UNE SOLUTION À L'ÉCHELLE MONDIALE ? .....</b>	<b>46</b>
<b>2.5.1 Une Europe favorisée.....</b>	<b>47</b>
<b>2.5.2 Quelles opportunités et menaces pouvons-nous déceler dans cet engrenage commercial .....</b>	<b>47</b>

2.6	CONCLUSION INTERMÉDIAIRE .....	50
3	ETUDE DE TROIS SECTEURS À ENJEUX MAJEURS DANS LA CONQUÊTE CHINOISE.....	52
3.1	LES TÉLÉCOMMUNICATIONS.....	52
3.1.1	<i>Huawei</i> .....	52
3.2	LES BATTERIES ET LES MÉTAUX RARES.....	54
3.2.1	<i>CATL</i> .....	54
3.3	L'E-COMMERCE.....	55
3.3.1	<i>Alibaba</i> .....	56
3.4	EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS CHINOIS DANS NOS DIFFÉRENTS SECTEURS .....	57
4	CONCLUSION.....	61
5	BIBLIOGRAPHIE .....	65

## Introduction

2049, l'année du centenaire de la République populaire de Chine. Le Président actuel, Xi Jinping, a pour ambition qu'elle devienne la première puissance économique mondiale d'ici cette date historique. « *L'Europe veut commercer davantage avec la Chine et y investir davantage, mais nous avons besoin de règles.* » Cette phrase retirée du rapport de la Commission lors du sommet en Avril 2019 reflète les relations sino--européennes déjà en place et les défis posés par la Chine pour instaurer un équilibre commercial (Commission européenne, 2019). L'Union européenne (UE) et la Chine sont d'importants partenaires commerciaux malgré leurs différences dans certains domaines comme les droits fondamentaux de la personne et l'intervention étatique. Cette transition inévitable et complexe de la Chine vers une croissance plus durable serait bénéfique non seulement pour la Chine mais aussi pour le reste du monde. Cependant, les relations économiques internationales, étant interdépendantes, amènent indubitablement des contrecoups suite au rééquilibrage de la Chine (Parlement européen, 2018).

De cet état de fait, nous allons nous poser la question suivante : « *La République populaire de Chine et la Nouvelle route de la soie : Quelle influence ont les investissements directs étrangers chinois sur l'économie européenne d'aujourd'hui ?* ». Afin de mettre en place une analyse précise et objective, nous avons décidé de nous focaliser sur des secteurs en plein essor et qui sont les plus susceptibles d'avoir ressenti l'expansion de la République populaire de Chine (RPC). Une analyse comparative des investissements étrangers directs entre l'Union européenne et la République populaire de Chine réalisés dans ces secteurs nous permettra d'émettre un avis constructif sur notre question fondamentale et d'en tirer des pistes d'actions futures.

Pour réaliser ce mémoire, nous nous sommes basés sur différents articles et observations à l'aide de plusieurs outils : les revues littéraires et des analyses de données pour comparer les différentes nations et secteurs. Au travers de ces recherches, nous allons pouvoir tenter de répondre à l'hypothèse formulée au début de ce travail.

Afin d'atteindre notre objectif, nous allons passer par plusieurs étapes primordiales et suivre une méthodologie structurée. Ce travail va être scindé en trois parties bien distinctes.

Premièrement, nous allons aborder l'économie de l'Union européenne. Au sein de cette partie, nous parlerons de son historique et de sa création. Nous analyserons sa politique commerciale

mise en place et la répartition des échanges commerciaux au sein et à l'extérieur de l'UE. Néanmoins, il nous faudra mettre en avant les moyens qu'elle met en place pour se défendre des investissements extérieurs pour comprendre la façon dont elle régit sa stratégie commerciale. Nous terminerons par décortiquer les relations intra-européennes pour faciliter la compréhension de sa relation avec la République populaire de Chine dans nos chapitres suivants.

Ensuite, nous entamerons notre deuxième analyse, concernant la République populaire de Chine. Nous commencerons par expliquer l'origine de la route de la soie et le nouveau plan mis en place par Xi Jinping pour continuer cette ambition internationale. Nous analyserons les investissements directs étrangers chinois et la vision extérieure du monde vis-à-vis de cette puissance économique ascendante. Dans une continuité stratégique, nous aborderons la relation du gouvernement chinois avec son économie et les stratégies mises en place pour prospérer économiquement. Avant de terminer cette partie avec une vision européenne, nous avons décidé de faire une première brève comparaison avec deux acteurs économiques majeurs pour la République populaire de Chine, l'Inde et les Etats-Unis. Finalement, nous nous poserons la question pour connaître les raisons qui poussent la République populaire de Chine à se tourner vers l'Union européenne.

Avec ces deux premières parties, nous aurons mis en place un cadre théorique autour de notre question initiale. Nous allons maintenant tenter d'y répondre en effectuant une recherche et une analyse comparative de trois secteurs, à savoir la télécommunication, les batteries et les métaux rares et l'e-commerce, les mettre en évidence et observer dans quelles mesures les relations entre l'Union européenne et la République populaire de Chine ont évolué. C'est au travers de toutes ces explications que nous allons essayer de définir les conséquences futures de la mise en place d'un nouvel idéal chinois et de l'initiative « Belt & Road » pour l'Union européenne et émettre des pistes d'amélioration pour la protection de son marché unique.

# 1 L'économie européenne

## 1.1 Historique de l'Union européenne

Pour interpréter les conséquences économiques d'une arrivée chinoise en Europe, nous devons tout d'abord, nous intéresser à l'histoire de l'Union européenne et son économie circulaire. En effet, pour mieux comprendre les raisons qui poussent la République populaire de Chine à venir investir et développer ses capitaux dans nos contrées, il faut remonter à l'origine de la création de l'Europe. Nous allons établir un fil rouge qui détaillera les préludes de l'Europe, les différentes crises traversées et les raisons d'une ouverture au monde économique extrinsèque. Ensuite, nous aborderons les différentes facettes de l'économie en analysant sa politique commerciale à l'égard de la mondialisation, la mise en place du libre-échange au sein de l'Union européenne et les différents accès aux marchés.

### 1.1.1 Création de l'Union européenne et de la zone euro

L'objectif majeur au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, était de créer une union qui allait renforcer la coopération économique. L'idée était de lier des pays, en créant une union politique et économique unique au monde, où des pays interdépendants économiquement deviendraient moins enclins à entrer en conflit. Désormais, l'union purement économique s'est modifiée en une organisation regroupant différents domaines tels que le climat, l'environnement, la santé, les relations extérieures, ...

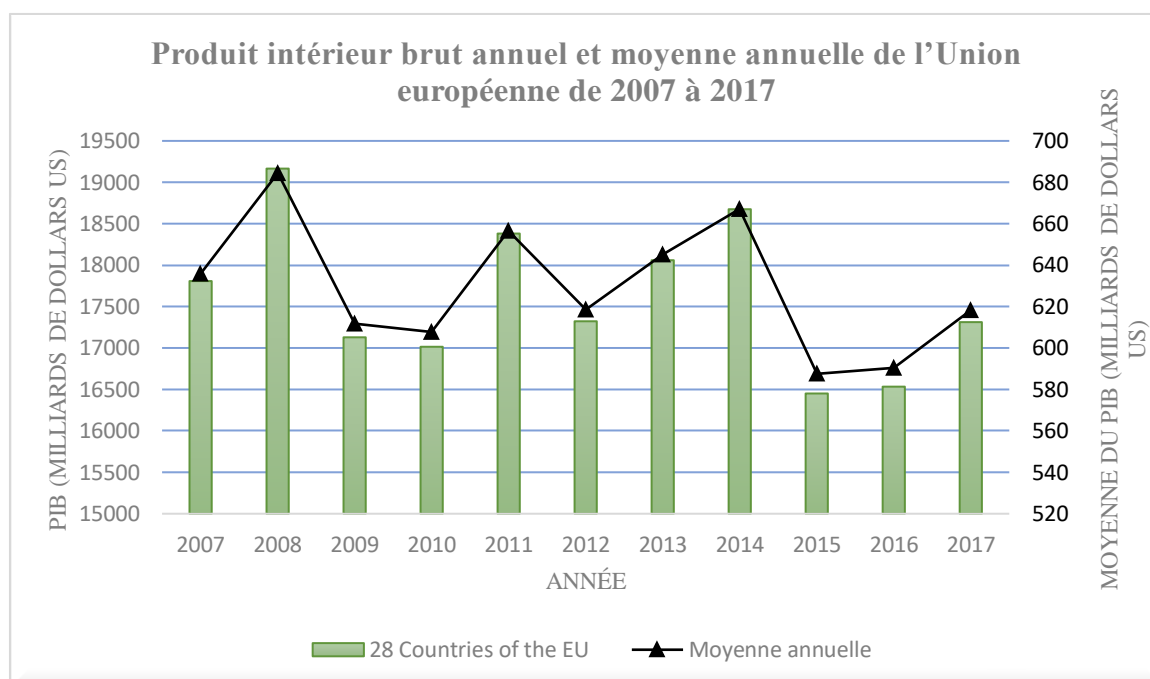
En 1993, la Communauté économique européenne est devenue l'Union européenne. Celle-ci est régie via un principe de démocratie représentative. Le Parlement européen représente les citoyens au niveau de l'Union, tandis que les différents Etats membres rapportent au Conseil de l'UE et au Conseil européen.

Au niveau économique, l'Union européenne fait partie des principales puissances commerciales mondiales<sup>1</sup>. Son PIB s'élevait à 17 300 milliards de dollars en 2017.

---

<sup>1</sup> Avec l'Allemagne, l'Italie, la France et le Royaume-Uni dans le top 10

Graphe 1. Produit intérieur brut annuel et moyenne annuelle de l'Union européenne de 2007 à 2017



Source : Unctad.org. (2019)

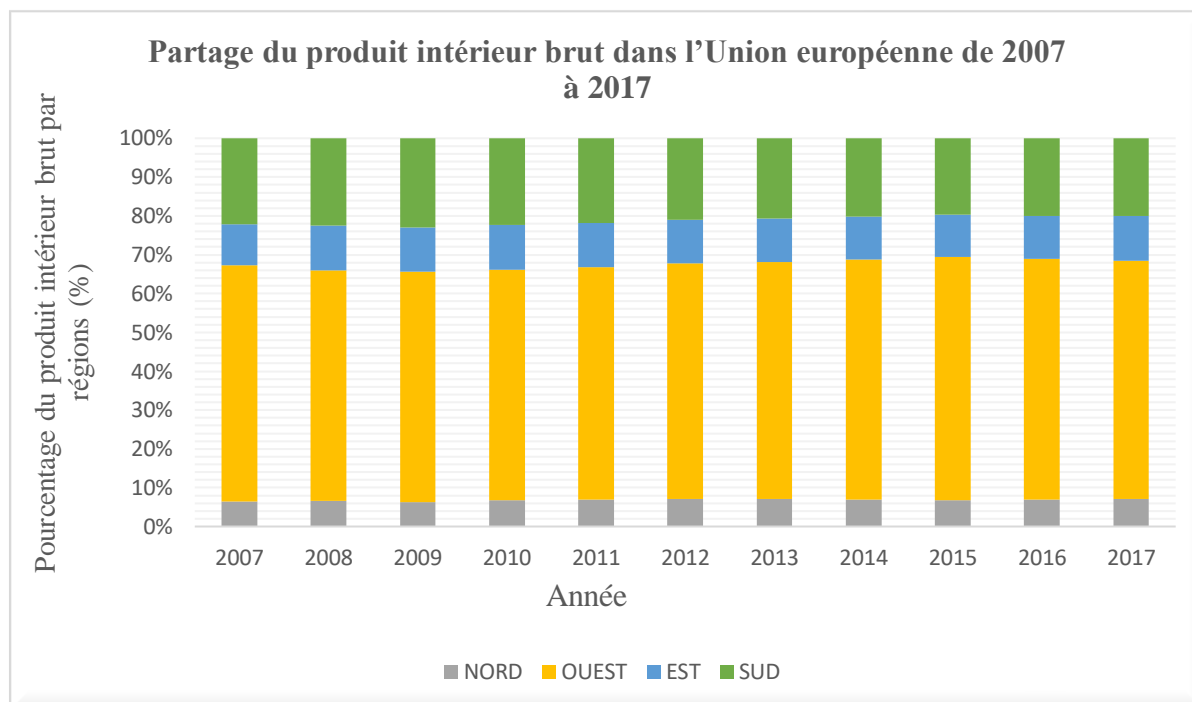
Maintenant, il est intéressant de décomposer ce PIB annuel et d'analyser de plus près les différences Nord-Sud/Est-Ouest<sup>2</sup>. Si nous décomposons l'Union européenne en quatre parties<sup>3</sup>, nous pouvons nous apercevoir d'une prédominance de l'Union européenne de l'Ouest. Sur la période 2007-2017, la moyenne du PIB à l'Ouest ne descend pas en dessous de 1 400 000 millions de dollars US, là où le Nord et l'Est de l'UE n'obtiennent pas de moyenne supérieure à 200 000 millions de dollars US. Cette division au sein de l'Union européenne peut être expliquée par différents facteurs comme les connaissances technologiques, le niveau de vie et d'éducation ou encore le niveau d'investissements étrangers.

Si nous observons le graphique ci-dessous, nous pouvons observer la répartition du PIB en fonction de nos quatre parties bien distinctes. Nous pouvons émettre comme constatation que cette répartition est restée constante au cours des dix dernières années. L'Ouest de l'UE apportent environ 60%, le Sud 20%, l'Est et le Nord +/- 10%.

<sup>2</sup> Cfr Annexe 4 : Tableau Excel regroupant les différents pays de l'UE

<sup>3</sup> Cfr Annexe 1 : Graphe 1. Produit intérieur brut moyen par régions de l'UE de 2007 à 2017

Graphe 2. Partage du produit intérieur brut dans l'Union européenne de 2007 à 2017



Source : Unctad.org. (2019)

Au niveau du commerce, l'Union européenne réalise plus de 64% du volume total des échanges commerciaux avec d'autres Etats membres. Elle utilise, depuis 2015, 54 mesures bien distinctes pour englober le cycle de vie des produits et améliorer son économie circulaire au sein même de ses membres. Le principe du libre-échange, dont nous parlerons plus en détail dans ce travail, est considéré comme la base de cette Union. Il est réalisable grâce à la mise en place d'un marché intérieur et du libéralisme du commerce mondial au-delà de ses frontières.

Finalement, si nous nous intéressons au commerce électronique au sein de l'Union européenne, nous pouvons apercevoir une nette augmentation des achats en ligne, autrement dit, de l'e-commerce. Celui-ci étant une variable importante de ce travail, fera partie d'une analyse plus poussée vis-à-vis de ses fluctuations avec le marché chinois.

Le marché unique dans l'Union européenne est le pilier central de cette alliance. Il est synonyme de prospérité et stabilité depuis plus d'un demi-siècle. C'est au-travers de ce marché que l'Union européenne a mis en place un système de monnaie unique, l'euro.

« La zone euro, créée en 1999, (ou Union économique et monétaire- UEM) est l'ensemble géographique constitué par les 19 pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro comme

monnaie nationale. Plusieurs critères sont nécessaires pour rejoindre la zone euro : il s'agit des critères de convergence du traité de Maastricht. » (Insee, 2016).

Avant de parler du Traité de Maastricht, il nous faut retourner dans le début des années 1960. C'est à cette époque-là qu'est apparue la première idée de création d'une monnaie commune et d'une Communauté économique européenne<sup>4</sup>. Au cours de 1957 à 1971, différents accords sont mis en place en vue d'établir une harmonisation des économies. Ce développement de relation monétaire plus restreint et la mise en place d'un dialogue politico-économique ancré allait permettre d'écartier une crise monétaire internationale. Le 30 octobre 1970, les Six<sup>5</sup> allaient confier la réalisation de l'union économique et monétaire de la Communauté à Pierre Werner.

Malheureusement, pour donner suite à l'effondrement des Accords de Bretton Woods<sup>6</sup>, l'UE prend seulement conscience de la nécessité d'une stabilité économique. Ce n'est qu'à partir de 1990, après l'instauration d'une Union économique monétaire<sup>7</sup> en juin 1988, que la construction de l'Europe, comme nous la connaissons aujourd'hui, va débiter. La coopération monétaire établie dès lors, va amener le Traité de Maastricht<sup>8</sup> le 7 février 1992 qui indiquera notamment les conditions d'entrée dans l'union monétaire européenne. Dans une démarche égalitaire, la Banque Centrale européenne voit le jour pour remplacer l'Institut monétaire européen et la dernière phase de l'UEM peut être mise en place. La fixation irrévocable des taux de conversion est alors définitive pour tous les pays qui intègrent ce nouveau départ. C'est la naissance de la « zone euro » et de la monnaie unique dans l'Union européenne.

La création de cette nouvelle économie, considérée comme un « pays unique », permet à l'Europe de se développer et de grandir en tant qu'acteur sur la scène internationale. L'ouverture d'une économie peut être évaluée à la somme de ses exportations et importations en pourcentage du PIB. Nous apercevons dès lors, que la moyenne équivalente à l'UE est de 37%<sup>9</sup> à l'opposé de, par exemple, 26% pour les Etats-Unis (OCDE, 2002). Mais, ce qui nous intéresse réellement dans ce travail, ce sont les intérêts directs étrangers et leurs conséquences actuelles et futures. Nous allons donc l'aborder avec plus de précision.

---

<sup>4</sup> CCE

<sup>5</sup> Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas

<sup>6</sup> 1971

<sup>7</sup> UEM

<sup>8</sup> Traité de l'Union européenne

<sup>9</sup> En tenant compte du Commerce Intra-zone

## **1.1.2 Politique Commerciale de l'Union européenne**

La politique commerciale de l'Union européenne joue un rôle capital dans la prospérité de ses 28 Etats membres. Considérée comme un des leaders dans les échanges mondiaux et premier exportateur mondial de services, l'Union européenne développe sa politique d'ouverture aux marchés pas à pas. Cette politique, qui doit son efficacité à sa structure fédérale, est définie par trois pôles bien distincts : ouverture, règles et concurrence. La recherche d'une ouverture des marchés pour les économies européennes, le cadre multilatéral et le souci de soutenir les pays en développement dans leur ouverture aux échanges sont indispensables pour cette approche qui vise à encadrer la mondialisation (DE LAROUSSILHE, 2019). L'Union européenne s'appuie sur un système commercial multilatéral transparent, solide et basé sur une pluralité de règles ancrées en son sein. Cette compétence exclusive de l'Union européenne lui permet de s'exprimer d'une seule et même voix sur la scène internationale lorsqu'il s'agit de trancher en faveur de divers accords commerciaux. L'objectif commun du Conseil de l'Union européenne est d'établir des relations commerciales avec des pays tiers par des accords commerciaux tout en développant des opportunités commerciales avantageuses pour ses membres (Conseil Européen, 2018).

L'identification de la politique commerciale de l'Union européenne va nous permettre d'observer les différents mécanismes établis par ses membres afin de collaborer et de se protéger des investissements directs étrangers. L'analyse de ses secteurs porteurs ainsi que de son marché interne unique, nous apportera des éléments indispensables pour la suite de notre travail de recherche sur l'Union européenne.

### ***1.1.2.1 Marché de l'Union européenne et nos différents secteurs***

*L'Union européenne s'applique à offrir un niveau de vie commun à tous ses citoyens mais surtout sur la même échelle partout dans l'UE. Le principe de libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes au sein d'un marché intérieur unique est ce qui permet à l'UE de se démarquer sur la scène internationale. Elle investit dans ses petites entreprises et développe une union des marchés des capitaux afin de faciliter le financement et d'attirer les investisseurs extérieurs. Dans ce chapitre, nous allons mettre en avant trois secteurs différents au sein de l'Union européenne qui profitent tous les trois des avantages qu'elle peut offrir mais*

*qui sont justement soumis à la convoitise des investisseurs étrangers dont nous parlerons plus tard (Union européenne, 2019).*

#### *1.1.2.1.1 Les Télécommunications*

Le premier secteur que nous allons analyser dans l'Union européenne est celui des télécommunications. Elles rassemblent toutes « *les technologies qui permettent de transmettre, émettre et réceptionner à distance de l'information au moyen de signaux électriques ou radioélectriques, de liaisons optiques ou de systèmes électromagnétiques.* » Ce secteur rassemble les industries actives dans le développement, la production et la commercialisation des biens et des services de la télécommunication (SPF Economie, 2018).

Au commencement, les marchés européens étaient dominés par des ex-monopoles nationaux et afin de pouvoir y développer une concurrence loyale, il a fallu mettre en place une forte régulation. Celle-ci avait deux propriétés : elle était en faveur de la concurrence en astreignant l'opérateur dominant à des dispositions précises et c'était un phénomène transitoire qui s'est dissipé de lui-même au fur et à mesure que le marché se développait. Finalement, ce qui ressort des débuts de la télécommunication dans l'Union européenne, est qu'ils ont instauré trois grandes lignes directrices, l'interconnexion des réseaux, la concurrence entre opérateurs et l'évolution des prix. Cette mise en marche d'un réseau de télécommunication général démontre bien la dynamique soutenue de ce secteur qui ne fait pas seulement bouger les forces du marché mais déplace aussi les équilibres existants entre les différentes instances publiques (Curien, 2001).

Le secteur des télécommunications est un vaste secteur qui regroupe 29 000 sociétés et plus d'un million d'employés. Il est normalisé par des acteurs comme l'European Telecommunications standards Intitute et réglementé par l'Union européenne. Vu la taille importante de ce secteur d'activité, nous avons décidé de nous focaliser sur les réels enjeux d'aujourd'hui qui concernent la téléphonie mobile et les réseaux de données comme la 5G. En 2017, l'Union européenne a commencé à améliorer la connectivité générale en libéralisant les fréquences de haute qualité pour les services à haut débit sans fil dans tous ses Etats Membres. C'était là le premier pas vers la 5G. Ensuite, après avoir annoncé vouloir devenir leader mondial de la 5G en juillet 2017, l'ORECE<sup>10</sup> a décidé de mettre en place une réglementation cohérente

---

<sup>10</sup> Organe des Régulateurs Européens des Communications Electroniques

en matière de télécommunication à travers l'UE. Ce n'est qu'à partir de Février 2019, après l'apparition du « *Electronic Communication Code* » que l'UE s'est rendu compte des possibles défauts de sécurité que pouvait engendrer la 5G, elle a alors mis en place des mesures pour développer l'économie numérique en attendant les recommandations vis-à-vis de celle-ci (Conseil européen, 2019).

L'objectif principal de l'UE, par rapport à la 5G, est d'apporter trois changements majeurs : le déploiement large et rapide de nouvelles technologies ainsi que de la 5G à travers l'Europe, une protection des consommateurs renforcée la mise en place de prix plafonds pour les appels internationaux. Cette stratégie permettrait à l'UE de promouvoir et solidifier la numérisation comme élément à part entière de son marché unique en développant une économie des données compétitives et basée sur l'humain. Cela permettrait aussi de créer un marché conséquent qui irait jusqu'à 2,4 millions d'emplois pour un montant estimé à 146,5 milliards d'euros chaque année (Conseil européen, 2019).

Ce secteur qui présente toutes les caractéristiques d'une bonne opportunité, présente aussi quelques dangers principalement liés à la cybersécurité et à la sécurité des infrastructures critiques. C'est un sujet actuellement très instable après les différentes déclarations, notamment de Donald Trump, sur les entreprises chinoises comme Huawei. Notre objectif, plus tard dans ce travail, sera de déterminer à quel niveau la RPC est investie dans les réseaux de télécommunications européens.

#### *1.1.2.1.2 Les batteries et les matières premières*

Le second secteur auquel nous allons porter une attention particulière, est celui des matières premières, et plus particulièrement celles utilisées dans la composition des batteries. Les batteries durables et écologiques constituent la nouvelle course mondiale de demain. Elles sont utilisées dans de multiples technologies et plus particulièrement dans le secteur automobile. L'Union européenne, qui occupe une très grande place sur ce marché, fait face à une crise emblématique. En 2008, pour répondre aux besoins fondamentaux et assurer sa croissance, l'UE a décidé de lancer l'initiative « matières premières ». Cette initiative consiste à garantir un accès aux matières premières aux mêmes conditions que ses concurrents, à développer une

production durable de matières premières en Europe et à encourager la diminution de consommation de matières premières primaires (Conseil européen, 2018).

Avant cette prise de conscience de la part des grandes puissances économiques, la RPC détenait 97% de la production des terres rares<sup>11</sup>. Ce monopole était dû à l'asphyxie du marché en 1990 par une pratique des coûts bas et une hausse des investissements directs étrangers chinois. La Chine, qui avait compris que ces terres rares allaient devenir indispensables, en a profité pour y imposer son conglomérat. Les contraintes environnementales faibles qui régissent le travail en RPC, permettent au gouvernement d'exploiter ces matières premières de façon optimale économiquement et d'imposer ses lois aux investisseurs étrangers. De 2005 à 2010, elle entreprit de mettre en place des quotas à l'exportation. Cette technique lui permit de faire délocaliser des entreprises étrangères en Chine afin de profiter du transfert de technologies et de la maîtrise de la chaîne de valeur industrielle (Heimerl, 2018).

A partir de ce moment-là, l'Union européenne se rendit compte qu'elle devait participer à la course et démarra l'initiative « matières premières ». Comme mentionné précédemment, cette initiative a pour objectif de trouver une solution à la possible pénurie de certaines matières premières en dressant une liste qui reprend tous les éléments présentant un risque élevé de pénurie ou d'approvisionnement et ayant une importance économique capitale. Cette liste permet aussi à la Commission de négocier certains accords commerciaux et de contester des mesures de distorsions d'échanges. Par après, en 2017, l'alliance européenne pour les batteries est née. Elle a pour objectif d'instaurer un plan stratégique européen en matière de politique sur les matières premières (Commission européenne, 2018).

L'Union européenne désire garder le leadership sur le marché automobile, qui est en évolution constante et qui requiert des avancées technologiques de plus en plus grandes au niveau de l'énergie propre. Ces voitures nécessitent des batteries, durables, recyclables, sûres, compétitives et de haute qualité. Néanmoins, pour réaliser ces batteries, il faut des matières premières. L'alliance européenne pour les batteries, en collaboration avec la Banque européenne d'investissements, plusieurs gouvernements et l'industrie ont mis en place cette stratégie afin de pouvoir être de taille avec ses concurrents asiatiques qui sont actuellement leaders sur le marché. En développant une chaîne de valeur compétitive, innovante et durable, l'UE espère faire grandir son potentiel d'emploi et ses investissements liés aux batteries. Cette industrie, qui est prédite à 250 milliards d'euros par an à partir de 2025, nécessite au minimum

---

<sup>11</sup> 15 lanthanides, scandium et yttrium

20 « gigauses<sup>12</sup> », pour réaliser cela l'UE a fait appel à des consortiums européens dans le secteur des matières premières (Heimerl, 2018). Northvolt, entre autres, a débuté la construction de la plus grande usine de batteries au monde en Suède. Celle-ci permettra en 2023 de porter la production de batteries jusqu'à 32 GWh. D'autres entreprises comme Umicore, Solvay ou encore Manz ont développé un partenariat avec SAFT<sup>13</sup> pour participer à la construction de cellules de batteries via la technologie Li-ion avancée (Commission européenne, 2018).

Ces « terres rares », qui sont indispensables à la transition énergétique et difficilement substituables, sont donc le nouvel enjeu de demain pour ce secteur contrebalancé. L'enjeu des batteries électriques offre une chance à l'Europe de tirer profits des investissements réalisés dans la R&D scientifique au cours des dernières années. L'évolution continue de ce secteur rend instable la position de leader et des actions rapides pourraient permettre à l'UE de s'installer à la table. Cette industrie en pleine croissance sera source de 4 à 5 millions d'emploi si l'UE s'y impose comme leader, mais avant cela, il faut comprendre la stratégie concurrente asiatique pour se détacher d'une dépendance toujours présente.

#### *1.1.2.1.3 L'E-Commerce*

Le dernier secteur que nous allons aborder, est celui de l'E-commerce. Il consiste à l'échange de biens, de services ou d'informations par l'intermédiaire des réseaux informatiques comme internet. C'est aux Etats-Unis que la première transaction bancaire en ligne a eu lieu dans les années 1990 et depuis c'est un marché en pleine expansion. Le marché européen de l'e-commerce est prédit d'atteindre 621 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2019 selon E-commerce Europe.

C'est au début d'internet que ce modèle d'industrie est apparu, avec l'arrivée de grands groupes, alors méconnus, comme Amazon, AOL ou encore Ebay, l'E-commerce est rapidement devenu incontournable.

Jusqu'en 2018, l'Union européenne utilisait encore le « géoblocage », ce système de géolocalisation qui empêchait les consommateurs d'acheter à moindres coûts dans un pays voisins et le redirigeait automatiquement vers une page du pays d'accueil. Néanmoins, dans un souci d'équité et d'évolution, l'UE a abrogé cette technique afin de stimuler le commerce

---

<sup>12</sup> Installations de production de batteries à grande échelle

<sup>13</sup> Le fabricant de batteries

électronique en retirant les obstacles à son évolution. Cette méthode, étendue à toute l'Union européenne, permet de développer la concurrence interne et favoriser les échanges au sein même de l'UE (SPF Economie, 2018).

L'ambition de l'UE est de créer un « Digital Single Market » afin de faciliter la coopération intra-européenne entre les consommateurs et les entreprises. L'UE veut que la population ait accès à des infrastructures digitales sécurisées et de qualité partout où elle se trouve sans difficultés (Commission européenne, 2018).

En effet, si les grands acteurs de l'Union européenne comme Amazon ou Ebay veulent pouvoir concurrencer avec l'arrivée du géant chinois Alibaba, ils vont devoir développer une stratégie différentielle et faire en sorte que l'Union européenne les soutienne en cas de besoin.

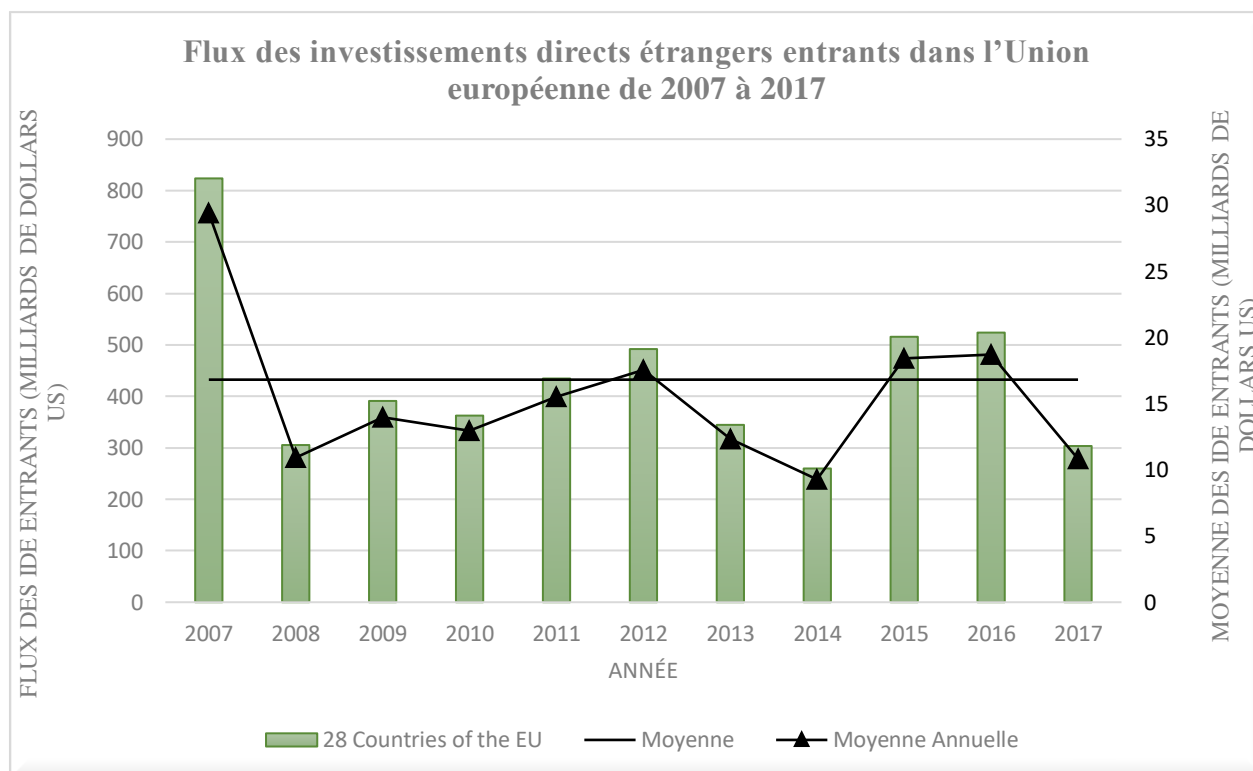
### ***1.1.2.2 Les Investissements Directs Etrangers dans l'Union européenne***

À la suite de ce compte-rendu, nous allons maintenant aborder un thème majeur de ce travail : Les Investissements Directs Etrangers (IDE). Un IDE est un « élément central du processus d'intégration économique internationale, qui évolue rapidement ». Les IDE permettent de développer des connexions stables et à long-terme entre différentes économies. Ils accélèrent l'échange de technologies et de savoir-faire entre les pays et favorisent l'image internationale des produits de l'économie d'accueil. On peut définir un IDE comme : « un investissement réalisé par une entité résidente d'une économie dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie » (OCDE, 2019). Une étude de l'Ifri<sup>14</sup> démontre que durant l'année 2016, les Chinois ont surpris l'Union européenne en atteignant des sommets en investissements directs étrangers dans l'Union européenne alors que les flux d'IDE de l'UE vers la Chine étaient en constante diminution. La stratégie agressive mise en place par la RPC vise à acquérir de nouveaux marchés et de nouvelles technologies dans les grandes économies européennes. La taille et l'ampleur de certaines acquisitions ont engendré des débats au sein des Etats Membres pour diverses raisons telles que la sécurité économique et le maintien de règles de concurrence équitable pour les sociétés implémentées en Chine (Martin, 2019). Nous analyserons les réactions de l'Union européenne un peu plus tard et allons maintenant faire le bilan des flux d'investissements directs étrangers au sein de l'Union européenne et avec la République populaire de Chine.

---

<sup>14</sup> Institut français des relations internationales

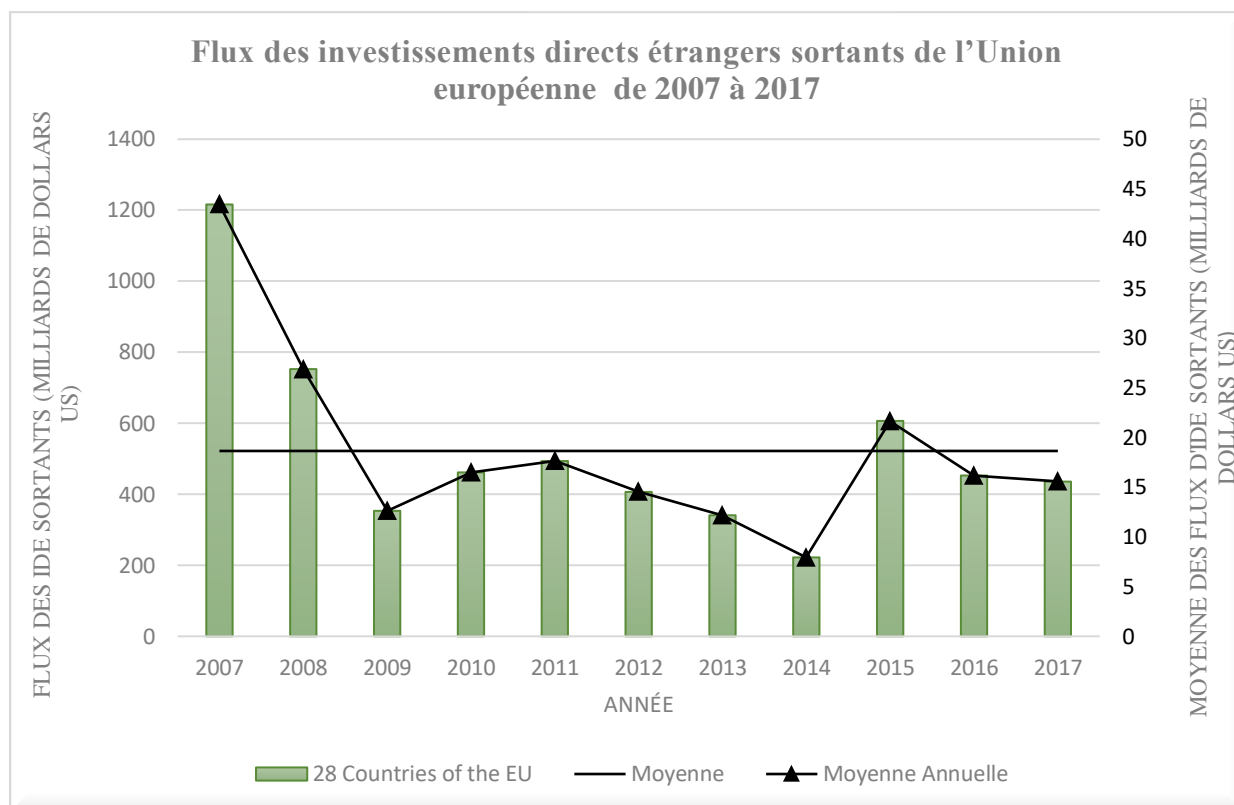
Graph 3. Flux des investissements directs étrangers entrants dans l'Union européenne



Source : Unctad.org. (2019)

Au sein des Investissements Directs Etrangers, nous retrouvons deux catégories : Les Flux et les Stocks. Les stocks d'investissements entrants peuvent être identifiés comme les investissements directs détenus par des non-résidents de l'économie d'accueil, les stocks sortants comme ceux détenus par d'autres économies. Les flux indiquent les entrées et sorties nettes pour une période déterminée (OCDE, 2019). Dans notre cas, nous allons analyser les flux d'investissements étrangers directs. Nous observons la période depuis le début de la crise jusqu'à maintenant pour les 28 pays de l'Union européenne. L'Union européenne a une tendance à plus investir vers l'extérieur. La moyenne des flux sortants est de 522 041,63 millions de dollars US comparée à 432 529,08 millions de dollars US pour les flux entrants. Si nous étudions les deux graphiques, nous pouvons remarquer des fluctuations similaires au cours des dix dernières années. Nous distinguons aussi une diminution des deux types d'IDE et une majorité des années qui se trouvent sous la moyenne.

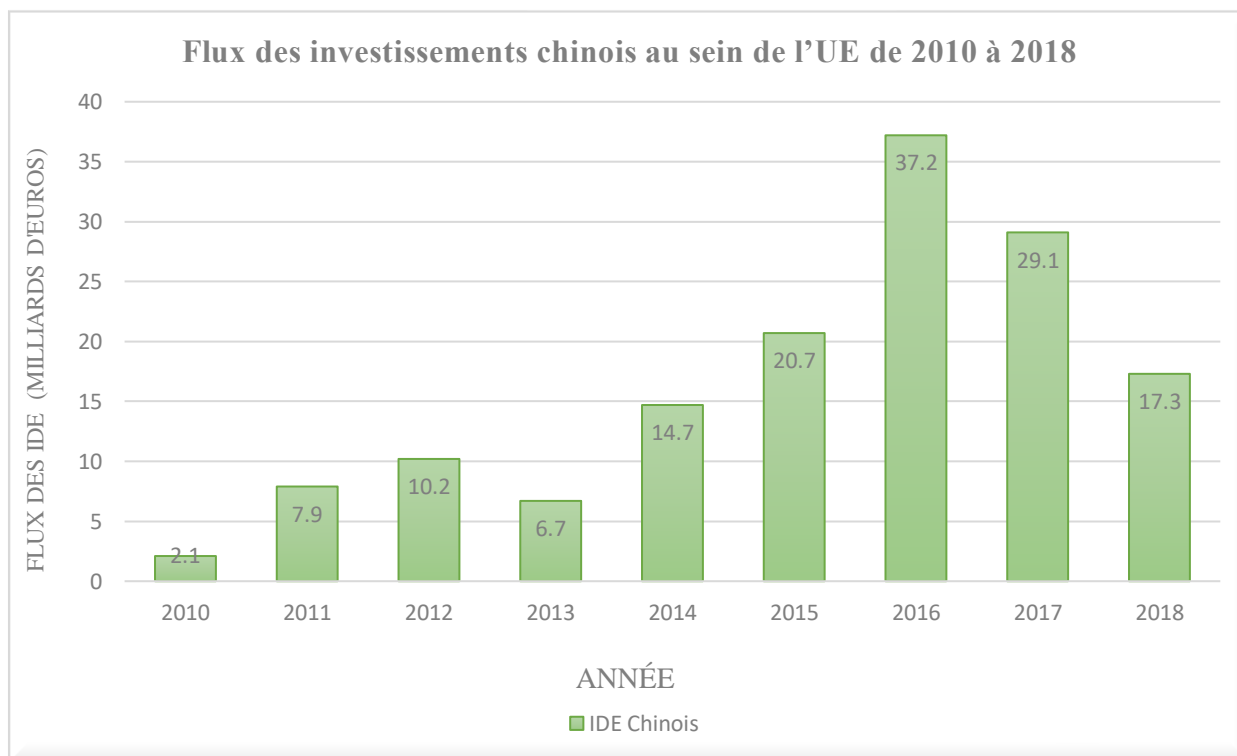
Graph 4. Flux des investissements directs étrangers sortants de l'Union européenne



Source : Unctad.org. (2019)

Ce qui nous intéresse réellement dans ce cas-ci, est le flux d'investissements directs étrangers chinois effectués en Europe. Après la crise de 2008, la RPC a recommencé à investir dans l'Union européenne progressivement. On peut apercevoir une augmentation constante jusqu'en 2016 où le flux des IDE chinois est de 37,2 milliards d'euros. Nous avons alors une augmentation de 1671% sur les 7 dernières années. Néanmoins, après 2016, quand le gouvernement chinois a commencé à sanctionner les investissements directs étrangers abusifs, une diminution de 53,49% apparaît. Nous pouvons alors dire que la RPC entre dans sa phase protectionniste et va tempérer les IDE futurs, cependant, le stock d'IDE chinois dans l'Union européenne reste toujours conséquent.

Graphe 5. Flux des investissements chinois au sein de l'UE



Source : Merics.org. (2019)

### 1.1.2.3 La position de l'Union européenne face aux IDE

« L'Europe qui protège est devenue une réalité. Ce mécanisme est une avancée concrète qui protège nos industries, nos technologies et nos intérêts stratégiques des menaces. Nous avons réussi à mettre en place un mécanisme rapidement, malgré la sensibilité du sujet, les quelques réticences et une pression sans précédent. L'Europe prend sa destinée en main tout en restant ouverte aux investissements étrangers. » La déclaration du député en charge du dossier au parlement, Franck Proust démontre la volonté de l'Union européenne à développer un système de défense contre les investissements directs étrangers malveillants. C'est pour donner suite à la proposition de Septembre 2017, que la Commission a proposé la mise en place d'une évaluation des mécanismes de filtrage des IDE pour ses Etats membres. En effet, l'Union européenne ne disposait pas, à l'époque, de mécanismes efficaces comme certains autres pays<sup>15</sup> (Parlement Européen, 2019).

<sup>15</sup> Tels que l'Australie, le Canada, la Chine, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Corée du Sud ou encore les Etats-Unis.

C'est en Avril 2019, que le mécanisme européen pour surveiller les investissements directs étrangers entrants est entré en vigueur. Il a pour objectif d'uniformiser le cadre légal applicable au sein de l'UE en développant un mécanisme de coopération associant la Commission et les Etats Membres, afin qu'ils signalent tout IDE dans des secteurs sensibles prédéfinis<sup>16</sup> et qu'ils veillent à ce que les IDE profitent aussi à leurs intérêts (Parlement Européen, 2019). Cette résolution législative du Parlement européen du 14 février 2019 qui établit un cadre pour le filtrage des IDE et qui a été validée par le Conseil de l'UE le 5 mars 2019 a donc pour objectif la protection des secteurs stratégiques, une meilleure coopération et une pression accrue des Etats Membres. Pour ce faire, la Commission peut demander des renseignements et donner des conseils aux pays concernés sur les différents investissements prévus (Conseil Européen, 2019).

Finalement, il en ressort que l'UE s'est rendu compte de sa position de faiblesse face aux IDE et a décidé de prendre une décision pour se protéger et prendre en compte ses intérêts internes tant au niveau économique que sécuritaire. La Commission européenne a aussi mis en place un groupe de coordination qui a pour objectif de cerner et faire part des solutions stratégiques dans le cas d'IDE préoccupants. Toutes ces mises en garde et mécanismes de protection peuvent être liés au fait que l'UE est devenue l'un des marchés cibles pour les autres pays depuis la mise en place de sa politique de libre-échange dont nous allons parler juste après.

### **1.1.3 Politique du Libre-Echange**

Tous ces investissements étrangers directs, qui permettent à l'Union européenne de moderniser son système d'échange au niveau des investissements européens, ne seraient pas aussi développés sans la mise en place d'une politique de libre-échange. Dès 2007, alors que le Traité de Lisbonne vient d'être instauré, la Commission européenne obtient pleins droits sur la politique commerciale et douanière des Etats membres et entreprend des négociations avec différents acteurs économiques majeurs dans le monde (Traité de Lisbonne, 2007).

Ce principe du libre-échange est arrivé en Europe à la suite des ouvrages d'Adam Smith et David Ricardo. Adam Smith, économiste anglais du 18ème siècle, expose sa théorie de l'avantage absolu dans son ouvrage : *An Inquiry into the Nature and Causes of Wealth of Nations* (Smith, 1776). Il essaye de comprendre la raison pour laquelle les pays pratiqueraient

---

<sup>16</sup> L'aéronautique, le ferroviaire, les batteries, les biotechnologies, les données, les télécommunications ou encore la finance

le commerce international, et pour quelles raisons est-il bénéfique de réaliser des échanges de biens et services. Adam Smith se positionne à l'encontre de la vision mercantiliste qui prône un système où les exportations doivent être supérieures aux importations et où tel pays se trouve défavorisé. *En suivant l'argument du jeu à somme nulle, il ne serait pas possible pour toutes les nations de s'enrichir simultanément* (Das, 2007). Smith avance une solution bénéfique à tous. Selon lui, l'enrichissement de tous est envisageable si et seulement si chaque pays se spécialise dans la production d'un bien où il possède un avantage absolu par rapport aux autres pays. Chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production du bien qu'il produit le mieux, et à échanger le surplus contre d'autres produits. C'est la division internationale du travail (Smith, 1776).

C'est pour donner suite à ce principe, et à celui de David Ricardo<sup>17</sup>, que la théorie d'un commerce interétatique libre peut voir le jour. Le libre-échange unilatéral est le premier à être mis en place. Cependant, dans ce cas de figure, le premier pays conserve son avantage commercial en gardant ses barrières tarifaires intactes. Nous pouvons ensuite noter l'apparition d'accords bilatéraux et multilatéraux. Ces derniers, permettant la conception d'accords de libre-échange entre plusieurs parties, reflète historiquement et idéologiquement la construction européenne.

Si l'Union européenne met en avant le libre-échange, c'est pour bénéficier des nombreux avantages que celui-ci peut apporter. Les différents Accords<sup>18</sup> mis en place le démontrent bien et c'est ce que nous allons mettre en avant dans les paragraphes suivants : Quels avantages l'Union européenne tire-t-elle de ces Accords ? Quels sont les différents accès aux marchés ? Quels Instruments de défense commerciale sont mis en place ? Est-ce que les accords de nouvelle génération tendent vers une harmonisation des normes ?

### ***1.1.3.1 Soutien de l'Union européenne***

Suite à la mise en place de cette politique de libre-échange, l'Union européenne a mis en place trois types d'accords commerciaux pour ses Etats membres (Conseil Européen, 2019) :

---

<sup>17</sup> David Ricardo reprend la théorie d'Adam Smith mais va plus loin que ce dernier en proposant, en plus de l'avantage absolu, l'avantage comparatif.

<sup>18</sup> ALE, CETA, JEFTA, ...

- Les Accords de partenariats économiques (APE) – Apporte une aide au développement économique des partenaires ACP<sup>19</sup>.
- Les Accords de libre-échange (ALE) – Autorise l'ouverture réciproque des marchés avec les économies ascendantes et les pays émergents.
- Les Accords d'association (AA) – Favorisent les accords politiques plus larges

Les accords commerciaux permettent d'ouvrir de nouveaux marchés aux biens et services, d'augmenter les possibilités d'investissements et de protection de ceux-ci. Ils réduisent le coût des échanges en éliminant les droits de douane et en allégeant les formalités administratives entre les différentes parties tout en fixant des règles communes (Conseil Européen, 2018).

Parmi ceux-ci, l'Union européenne a mis en place différents types d'accords dits : « Nouvelle Génération » avec entre autres le Japon (JEFTA), le Canada (CETA). Ces accords démontrent l'envie pour l'Union européenne de développer sa stratégie « *Le commerce pour tous* » dans le cadre de son plan « *Europe 2020* » (Toute l'Europe, 2018).

Cette idéologie de coopération économique et commerciale européenne est un des piliers de la nouvelle Europe, néanmoins, elle favorise les échanges intra-européens en mettant des mesures protectionnistes en place. Ces mécanismes de défense de l'économie européenne peuvent être identifiés comme des tarifs douaniers, des blocages de certains accords commerciaux, des tarifs préférentiels ou des barrières environnementales pour n'en citer qu'une partie. (Toute l'Europe, 2018).

Après avoir parlé de la politique commerciale de l'UE et la façon dont elle réagissait avec les différents acteurs du marché, nous allons maintenant parler de sa stratégie future.

## 1.2 Stratégie Commerciale de l'Union européenne

« *L'Europe deviendra-t-elle ce qu'elle est en réalité, c'est-à-dire : un petit cap du continent asiatique ? Ou bien l'Europe restera-t-elle ce qu'elle paraît, c'est-à-dire : la partie précieuse de l'univers terrestre, la perle de la sphère, le cerveau d'un vaste corps ?* ». Tels furent les mots de Paul Valéry en 1919 sur l'avenir de l'Europe après la première guerre mondiale.

---

<sup>19</sup> Afrique, Caraïbe, Pacifique

Désormais, 100 ans après, nous avons la possibilité de nous poser les bonnes questions et de mettre en avant les différentes stratégies commerciales que l'Europe utilise pour rester au-devant de la scène internationale.

La dernière stratégie, mise en place par la Commission, concerne le commerce et l'investissement pour les membres de l'Union européenne et s'intitule « Le Commerce pour tous ». Cette nouvelle action se base sur les dernières années de l'Europe au niveau commercial et sur ses plus de 30 millions d'emplois développés pour soutenir les exportations hors de l'Union européenne, qui nous le rappelons, représentaient 6 465 380,66 millions de dollars US en 2018. L'objectif final de cette proposition est de faciliter les échanges et d'améliorer l'emploi en créant d'avantage de débouchés. Cette nouvelle stratégie vise aussi à créer une politique commerciale plus juste, plus transparente en mettant l'emphase sur le respect des valeurs et non pas uniquement la défense des intérêts.

Cette politique d'investissement et de commerce est basée sur certaines valeurs qui ont pour objectif de satisfaire le public en matière de réglementation et d'investissements afin de préserver la protection réglementaire de l'Union européenne, de développer le commerce équitable et éthique relié aux droits de l'homme et de lutter contre la corruption dans les futurs accords commerciaux entre différentes nations.

Finalement, l'Union européenne a pour stratégie commerciale de façonner la mondialisation au travers de négociations avec les acteurs primaires du monde économique. Elle aspire à renforcer sa présence dans les pays d'Asie et dans le Pacifique afin de déterminer un plan viable avec la Chine et sa nouvelle route de la soie, à obtenir un accord pour un début de négociation avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie et finalement à maintenir et approfondir de manière structurée ses relations avec l'Union Africaine mais aussi avec ses partenaires existants tels que la Turquie, le Mexique et le Chili. Néanmoins, avant de pouvoir mettre en place toutes ces nouvelles stratégies, l'Union européenne doit aussi se focaliser sur sa politique interne et les divisions qui règnent au sein de cette alliance économique.

### 1.2.1 Division au sein de l'Union européenne

L'Union européenne, qui compte toujours à ce jour 28 membres<sup>20</sup>, est un point capital d'entrée pour la République populaire de Chine et sa nouvelle Route de la soie. Néanmoins, une barrière s'érige devant ce projet faramineux que sont les nouvelles routes de la soie et son avancée en Europe. La réticence de certaines nations envers cette conquête européenne agace la RPC qui se défend avec ses propres arguments. « *La nouvelle Route de la soie est peut-être un projet chinois, mais les opportunités et les bénéfices appartiennent au monde entier.* » nous disait Xi Jinping en Avril 2018.

D'un autre côté, l'Union européenne est relativement connue pour ses désaccords sur de nombreux points politico-commerciaux. Nous pouvons commencer par le point de vue sur l'immigration, sur les différences Est-Ouest et sur la montée de l'euroseptisme au sein même du parlement. Toutes ces fractures internes à l'Union européenne poussent certains états à réfléchir aux meilleures solutions pour eux et non plus pour l'Europe. C'est la raison pour laquelle des pays comme la Hongrie, l'Italie ou encore la plupart des pays de l'Est, ont accueilli à bras ouverts des accords avec la République populaire de Chine sur la nouvelle route de la soie (Europa.eu, 2019). L'Italie, par exemple, a accepté un accord avec la RPC pour favoriser le libre-échange entre les deux pays. Elle estime, selon son Premier Ministre, que la balance entre les échanges italiens et chinois est défavorable et qu'il faut augmenter le pourcentage d'exportations de biens italiens vers la Chine (Brut, 2019).

---

<sup>20</sup> Le Royaume-Uni demeure pour l'instant un membre à part entière de l'Union européenne et les droits et obligations qui en découlent continuent de s'appliquer pleinement à cet État et sur son territoire.

### 1.3 Conclusion Intermédiaire

Nous venons, au travers de cette première partie, d'analyser l'Union européenne sous divers angles et de mettre en avant sa politique commerciale liée aux investissements étrangers directs.

Tout a commencé au lendemain de la seconde guerre mondiale, quand l'idée de lier 28 pays avec une mission politique et économique unique au monde a vu le jour. Dès 1993, lorsque l'Union européenne est réellement créée, sa puissance économique ne fait pas de doute sur la scène internationale. Elle fait désormais partie des acteurs majeurs au niveau économique avec son marché unique et la création de l'euro.

Ce marché unique, seul dans le monde, a commencé à attirer de nombreux investisseurs et il était temps pour l'Union européenne de mettre au point sa politique commerciale. L'Union européenne se considère comme une économie multilatérale avec pour objectif de venir en aide aux pays en développement au sein de son entité. Elle repose sur trois piliers bien distincts : l'ouverture, les règles et la concurrence.

Grâce à cette introduction concernant le marché économique de l'Union européenne, nous avons pu effectuer un préambule sur les différents secteurs clefs de ce mémoire et leurs comportements dans la conjoncture actuelle. Nous avons pu observer, que ce soient pour les télécommunications, l'e-commerce ou les batteries, que l'Union européenne prenait de plus en plus de mesures pour préparer son marché et réduire les investissements directs étrangers trop envahissants. Chaque secteur, à sa propre manière, réagit et se développe afin de pouvoir concurrencer les puissances économiques de demain et pour rester à la pointe des avancées technologiques dans tous les domaines.

Ensuite, après avoir fait une rétrospective de nos secteurs prédéfinis, nous avons pu analyser les investissements directs étrangers dans l'Union européenne. La politique en matière d'investissements directs étrangers, bien que liée à la politique d'ouverture et de transparence de l'Union européenne, se métamorphose de plus en plus et se durcit face aux acteurs extérieurs. En effet, ce marché unique qui était tellement attrayant pour les investisseurs étrangers due à sa concentration et ses avancées technologiques, a commencé à mettre en place différents moyens de protection. Ceux-ci sont élaborés afin de protéger les Etats Membres et favoriser la communication intra-européenne tout en filtrant les nouveaux investissements extérieurs.

La mise en place de moyens pour consolider la communication intra-européenne est primordiale à l'heure actuelle, nous avons pu remarquer que certains sujets dont les nouvelles routes de la

soie, divisent les Etats Membres. Ceux-ci ne sont pas d'accord sur la politique à adopter en termes d'échanges commerciaux et de partenariats avec la République populaire de Chine.

Finalement, ce que nous pouvons retirer de cette première partie est une Union européenne conscientisée mais divisée. Les politiques de frein et les filtres mis en place pour protéger ses investissements et ses richesses nous prouvent bien que l'Union européenne prend conscience d'une montée en puissance extérieure. Malheureusement, elle ne parvient pas encore à rassembler tous les Etats Membres autour d'une vision globale et bénéfique alors que la République populaire de Chine ne frappe plus à sa porte, elle est déjà entrée.

## 2 L'économie chinoise : Une volonté d'expansion

### 2.1 Origine d'une ancienne puissance

Après s'être penchés sur l'économie de l'Union européenne et son mode de fonctionnement interne et externe, nous allons aborder le sujet principal de ce travail : La République populaire de Chine et son expansion à travers le monde d'aujourd'hui jusqu'au fin fond de notre économie actuelle.

Tout va commencer dans les années 1980, lorsque la mondialisation et l'ouverture au monde ont permis à Deng Xiaoping<sup>21</sup> de mettre en marche sa politique de modernisation. Sa performance, aux yeux des Européens, justifiait les différentes entorses aux règles mises en place car considérées comme provisoires (Boisseau du Rocher, 2019). Désormais, la Chine se considère comme le nouvel acteur du changement avec une vocation à diriger au travers de son empereur et de sa « bureaucratie céleste », Xi Jinping et le Parti.

Néanmoins, afin de comprendre toutes les étapes qui ont permis à la République populaire de Chine d'en arriver là, il faut revenir 2000 ans avant notre ère, au début de la Route de la soie. C'est de ce projet dont nous allons parler en premier afin d'éclairer les débuts de la République populaire de Chine et la façon dont elle s'est petit à petit étendue sur le monde occidental.

#### 2.1.1 La Route de la soie

La Route de la soie était à l'origine un réseau reliant l'Asie à la Chine<sup>22</sup>, plus précisément la ville de Chang'an à celle d'Antioche en Syrie médiévale<sup>23</sup>. Les marchands utilisaient cette route pour transporter la soie qui était considérée comme précieuse à l'époque et dont seuls les Chinois connaissaient le secret de fabrication. Cette route de commerce fonctionnait aussi bien vers l'ouest que vers l'est lorsque les caravanes emportaient diverses marchandises précieuses telles que de l'or, des métaux, de l'ivoire et plus encore. A cette époque, la Route de la soie a

---

<sup>21</sup> Secrétaire général du Parti communiste chinois de 1956 à 1967

<sup>22</sup> Sous la dynastie Han (221 av. J.-C. - 220 ap. J.-C.), en particulier Han Wudi

<sup>23</sup> Connue aujourd'hui comme la Turquie

apporté plusieurs bienfaits à la République populaire de Chine, elle a permis de maintenir une culture internationale reliant ensemble des peuples diversifiés mais aussi de bâtir le plus grand empire continental de tous les temps : l'Empire des Mongols.

Il y a deux millénaires, les richesses des mondes orientaux voyageaient à travers le monde, des soieries faites par des artisans chinois étaient portées par de richissimes marchands à Carthage pendant que des épices venus d'Inde étaient utilisées pour préparer des plats dans les cuisines du Xinjiang ou de Rome. Tous ces échanges n'étaient pas toujours payés en espèces. En effet, certains négociants n'hésitaient pas à commercialiser d'autres denrées plus rares telles que du verre, de l'argent travaillé, mais aussi du corail et le topaze de la Mer Rouge. Tous ces échanges avaient des impacts positifs sur les économies locales le long de la Route de la soie.

Ils ont permis aux villages de se transformer en villes, puis en métropoles incontournables pour les échanges et accords commerciaux (Frankopan, 2015).

La Route de la soie n'aura pas été uniquement bénéfique pour le commerce, l'ampleur de ce lien reliant Orient et Occident peut se mesurer également au transfert et partage d'idéologies religieuses acheminées par ces hommes. L'influence et la portée de ces pensées allaient être conséquentes en Asie et particulièrement en Chine où le Bouddhisme connut une expansion inopinée le long des routes.

Malheureusement, avec l'extinction de l'Empire mongol au XIV<sup>ème</sup> siècle et le développement de la sériculture<sup>24</sup>, sans compter les multiples dangers et intermédiaires auxquels s'exposaient les voyageurs, la Route de la soie a très rapidement connu son déclin. Celui-ci, augmenté par l'ouverture de nouvelles routes maritimes, laissa désormais la place à ces grands empires (Gaston-Breton, 2013).

### **2.1.2 La nouvelle Route de la soie**

« De l'Asie centrale à l'Europe en passant par l'Afrique, la Chine est en train de tisser une gigantesque toile de routes, de voies ferrées et de ports ».

Quand nous regardons le monde d'aujourd'hui, nous pourrions nous dire que l'Ouest impose, tout comme avant, son mode de fonctionnement. Or, au XXI<sup>ème</sup> siècle ce sont les routes de la soie qui comptent vraiment. Les différentes décisions prises dans notre monde ne sont plus

---

<sup>24</sup> L'élevage du ver à soie

celles qui, comme jadis, étaient signées à Paris, Londres, Berlin ou Rome, mais bien à Beijing et Moscou, à Téhéran et Riyadh, à Delhi et Islamabad et toutes les autres qui longent ces nouvelles routes de la soie.

Au fur et à mesure des années, nous avons pu observer des transformations et rebondissements du côté chinois comme l'ouverture d'une bourse à Shanghaï en 1990, l'acquisition de différentes équipes de football européennes, de multinationales hollywoodiennes et de chaînes de télévision Outre-Atlantique. Tous ces investissements ont permis à la Chine de faire passer 800 millions de personnes au-dessus du seuil de pauvreté en 40 ans (World Bank, 2017).

L'ouverture de la Route de la soie associée à l'expansion de la richesse des nouveaux acteurs au Moyen-Orient ne s'arrête pas aux simples investissements « divertissants », les afflux de capitaux étrangers posent de réels problèmes vis-à-vis de la balance commerciale et économique, la quantité trop importante d'investissements chinois dans les villes européennes telles que Londres où la valeur de l'immobilier augmente exponentiellement. Ces investissements, ont alors un impact négatif sur les biens moins onéreux des différentes villes et contribuent à déstabiliser assurément l'équilibre commercial (Frankopan, 2018).

Grâce à toutes ces mutations, l'industrie du luxe qui s'appuie sur ses manufactures de soie pour garantir la fourniture de ses produits, subit un changement radical depuis les années 1990. Les clients étrangers chinois qui à l'époque ne représentaient qu'un faible pourcentage de cette clientèle, seront désormais passés à 44% dès l'aube 2025 (Bain&Co 2017).

Cette nouvelle Route, appelée « One Belt, One Road », fait mine de figure emblématique dans le Moyen-Orient. Elle témoigne d'une disparité économique grandissante qui prouve, aux yeux de tous, que les goûts, les modes et les appétits ne seront désormais plus définis en Occident mais bien du côté du Soleil Levant. Lorsque nous émettons une comparaison objective entre les deux, le contraste et de la dissemblance entre ces deux pôles est aisément reconnaissable. L'Europe, de son côté, nous montre ses problèmes culturels, intra-européens, économiques et politiques. Ces tensions provoquent au sein des Etats Membres des difficultés à régler de manière commune, ces questions internes majeures et cela freine l'épanouissement de l'Union européenne elle-même. L'Asie, à son instar, nous prouve sa volonté de renforcer, développer et progresser dans un Orient coopérateur depuis 2015. Ils n'hésiteront pas à mettre de vieilles rancœurs de côté pour corroborer leurs idéaux opposés à l'isolement et la fragmentation de l'Union européenne. Toute cette mise en place le long de la nouvelle Route de la soie, est encore plus faste dû à l'encouragement et la collaboration d'institutions financières multilatérales,

ouvrant la perspective d'un accord de libre-échange encore jamais réalisé, comme l'Asian Development Bank, l'Asian Infrastructure Investment Bank, l'Organisation de coopération de Shanghai, l'Union économique eurasiennne, les sommets des BRICS, le Partenariat transpacifique<sup>25</sup> et le Partenariat régional d'économie intégré (Sawada, 2018). Il va sans dire que ces accords ne sont pas sans obstacles ni contretemps, l'Asie n'est pas dépourvue de groupes déstabilisateurs et contradicteurs qui cherchent à déforcer l'équilibre régional voir mondial. Cependant, il n'en reste pas moins saisissant de voir ces doubles objectifs planétaires converger dans des directions opposées. L'un s'efforce de construire des relations à long-terme tout en privilégiant un travail ensemble, tandis que l'autre se referme et se disperse au sein de son économie.

Cette nouvelle « Route de la soie », matérielle ou digitale va probablement augmenter la chaîne de valeur en Europe au travers de ses investissements dans des multinationales telles que Haier, Huawei et Lenovo. La République populaire de Chine veut investir 1000 milliards de dollars pour construire ces nouvelles infrastructures, accélérer les échanges commerciaux et contourner la puissance américaine mondiale. Pour réaliser tous ces objectifs, elle propose des plans de rachats concrets aux pays en voie de développement pour les aider financièrement. Au travers de ces actions, elle fait l'acquisition de points stratégiques dans toute l'Asie, comme par exemple au Sri Lanka (RTBF 2018, Doc Shot)<sup>26</sup>.

Aujourd'hui plus de 95% des marchandises chinoises arrivent chez nous par bateau, mais le train est tout simplement plus rapide que le bateau et moins cher que l'avion. Il correspond donc bien au transport de certains types de marchandises, par exemple des produits considérés comme saisonniers mais non périssables, des vêtements par exemple.

Pour Xi Jinping, il s'agit autant d'avoir un meilleur accès à des marchés, à de la main-d'œuvre bon marché, à des matières premières que d'étendre l'influence économique et militaire de la Chine à travers l'Eurasie en construisant une ceinture économique terrestre, reliant la Chine à l'Europe via l'Asie centrale, et une route maritime, reliant l'Asie du Sud-Est, le Moyen-Orient et l'Afrique.

D'un point de vue économique, la nouvelle Route de la soie poursuit plusieurs objectifs. D'une part, elle vise à réduire les coûts de transport du commerce international, via la construction d'autoroutes, de chemins de fer, de ponts, de barrages, de tunnels, de ports et de

---

<sup>25</sup> Sans la participation des Etats-Unis d'Amérique

<sup>26</sup> Doc Shot – La Chine : République populaire de corruption & Le monde selon Xi Jinping

télécommunications. D'autre part, elle vise à permettre à la Chine d'exporter ses capacités productives excédentaires, en liant les financements octroyés pour les investissements dans les infrastructures des pays concernés à la signature de contrats avec des entreprises chinoises, dont les opportunités d'investissements domestiques se réduisent en Chine. En outre, la Chine cherche à renforcer l'internationalisation de sa devise, le renminbi, dans le but d'être reconnue à terme comme monnaie de réserve internationale.

D'un point de vue géostratégique, la nouvelle Route de la soie contribue au double objectif de politique extérieure de la Chine : devenir la puissance dominante en Asie, puis plus largement dans le monde en concurrençant l'hégémonie stratégique des Etats-Unis, et assurer la sécurité de son environnement extérieur, afin d'éviter que l'instabilité régionale freine son processus d'émergence. Dans ce but, le projet OBOR vise à accentuer l'influence chinoise dans les pays longeant la nouvelle Route de la soie et dont plusieurs sont des alliés traditionnels des Etats-Unis. L'objectif stratégique de la Chine est ainsi de développer et intégrer les économies de ses voisins et de ses partenaires commerciaux, afin d'enrayer la compétition militaire et de prévenir les conflits (Zacharie, 2017).

## **2.2 Politique Commerciale de la République populaire de Chine**

### **2.2.1 Les Investissements Directs Etrangers chinois**

Après avoir abordé le sujet des nouvelles routes de la soie, nous allons examiner les investissements directs étrangers chinois entrants et sortants, en apportant un regard critique sur les différentes pratiques mises en place pour soutenir ou restreindre ces comportements. Ce chapitre va nous permettre de mieux comprendre le type d'investissements qu'ils développent mais aussi les décisions et actions perpétrées par la République populaire de Chine pour encourager ses entreprises à se tourner vers le monde extérieur, et à motiver celles-ci de rentrer dans un marché intérieur attractif comprenant 1.3 milliards de consommateurs.

Les investissements directs étrangers (IDE) peuvent être définis comme des investissements effectués par un résident d'une économie spécifique vers une économie étrangère avec pour objectif un intérêt à long-terme dans l'entreprise où il désire investir. Les IDE sont possibles de deux manières : soit en développant une entreprise à l'étranger, aussi appelé *greenfield investment*, soit en réalisant une fusion ou acquisition d'une entreprise existante (OCDE, 2008).

Les IDE peuvent être classés en deux parties : Les IDE « entrants » ou « sortants ». Les premiers étant tous les actifs et passifs entre une entreprise d'investissements directs résidente et l'investisseur direct non-résident. Les IDE « sortants » comprennent tous les actifs et passifs entre un investisseur direct résident et une entreprise d'investissements directs non-résidente (Note méthodologique, 2019).

Dans notre cas, nous allons nous intéresser aux IDE « sortants » chinois et la corrélation avec les IDE « entrants » européens. De plus, nous allons aussi aborder les IDE « entrants » et la réaction de la RPC vis-à-vis de ceux-ci.

Tout d'abord, il faut prendre en compte le nombre d'IDE réalisés les dernières années. Nous savons qu'une croissance de 133 milliards de \$US à 136 milliards de \$US est visible. Cette augmentation est due à la nouvelle politique d'ouverture à l'internationale instaurée par la Chine et aux moyens de facilitation mis en place pour les investissements étrangers. La RPC a instauré un plan de libéralisation, la création de zones de libre-échange, des mécanismes pour faciliter la création de grands projets, la réduction de tarifs d'importations et la simplification du dédouanement. Si nous rajoutons à cela, une réserve de change et des dettes publiques détenues par les Chinois, une situation géographique favorable et la mise en place d'un nouveau réseau d'importation<sup>27</sup>, nous pouvons affirmer que la 1<sup>ère</sup> puissance économique mondiale en PPA<sup>28</sup> est une mine d'or pour les investisseurs étrangers. Cependant, la RPC a aussi ses désavantages : un manque de transparence, une insécurité juridique, un faible niveau de protection des droits de protection intellectuelle, la corruption ou encore les mesures protectionnistes à l'égard de ses entreprises locales sont toutes des caractéristiques qui pourraient décourager nos investisseurs étrangers. Toutefois, les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 2017, 35 652 entreprises ayant des capitaux étrangers ont vu le jour en RPC, c'est 27,8% de plus que l'année d'avant. Nous estimons les IDE à +/- 16 milliards de \$US en 2017 (UNCTAD, 2019).

La République populaire de Chine, bien qu'ayant pour objectif d'accroître l'efficacité des processus opérationnels en développant rapidement ses secteurs et en installant un système de classement en ligne de gestion des IDE, reste la Chine que nous avons découverte au travers des premiers chapitres. Une Chine qui cherche à contrôler et dominer des situations dans lesquelles elle se trouve. C'est la raison pour laquelle, elle a dressé une liste<sup>29</sup> qui reprend tous

---

<sup>27</sup> Les Nouvelles routes de la soie

<sup>28</sup> Parité de Pouvoir d'Achat

<sup>29</sup> Catalogue of Industries for guiding foreign investments

les secteurs où les IDE sont autorisés ou pas. Bien entendu, les secteurs où elle possède un avantage commercial et où elle envisage des programmes de privatisation<sup>30</sup> font partie des secteurs interdits aux IDE (China's Minister of Commerce, 2018).

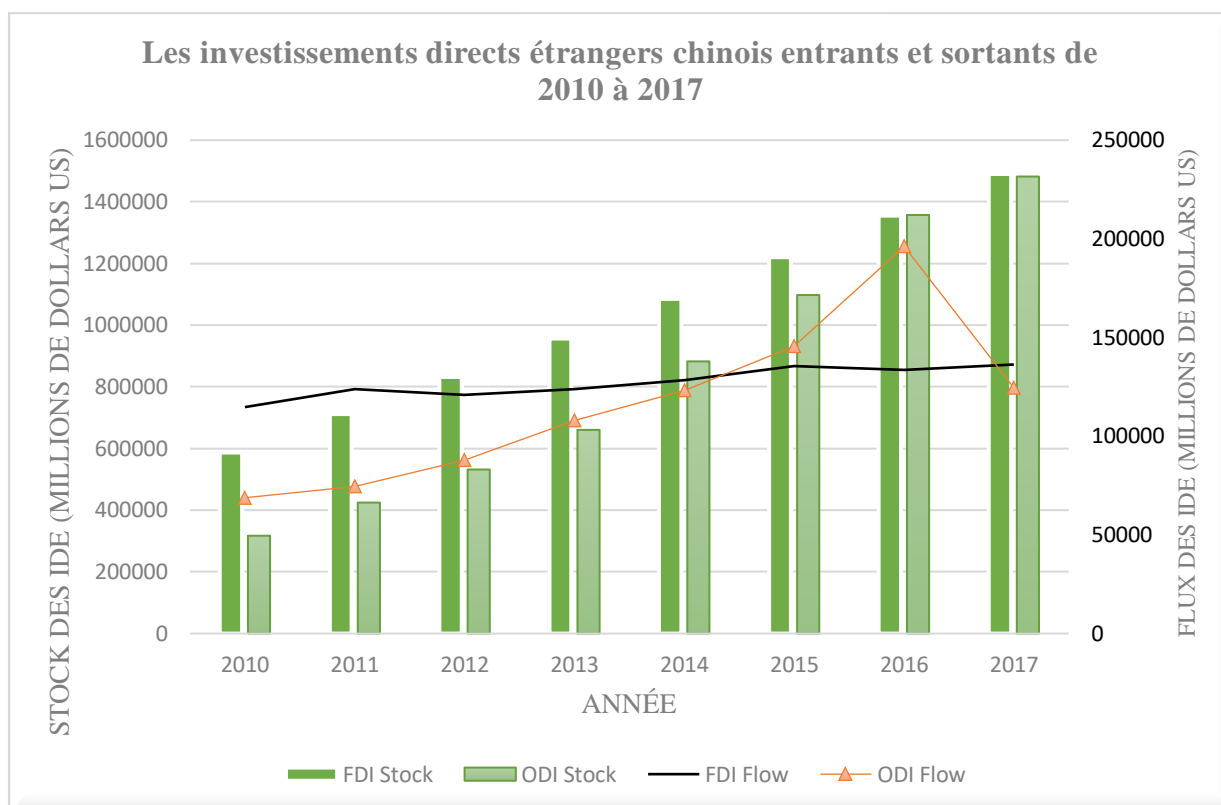
Nous allons maintenant nous intéresser à l'autre côté de la barrière, les IDE sortants chinois. Comme mentionné dans les précédents chapitres, c'est à partir des années 1980 que la République populaire de Chine commence à se développer et se tourner vers l'extérieur. A cette période-là, elle encourage ses entreprises à investir à l'étranger afin de contribuer à la croissance économique et in fine au projet « One belt, One road ».

Suite à notre observation de l'évolution des investissements directs étrangers chinois sortants depuis les années 1980. Nous pouvons en déduire que les investissements, entrants et sortants, n'ont été significatifs qu'à partir des années 2000. Dans le graphique ci-dessous, qui s'étend sur les dix dernières années, nous pouvons effectuer une analyse plus précise de l'évolution des investissements directs étrangers. Une progression des IDE jusque 2016 est visible, celle-ci peut être expliquée par un encouragement de l'Etat à investir à l'extérieur. En effet, la surcapacité de production, la faible demande intérieure et la consommation croissante des matières premières et des ressources énergétiques confrontaient la RPC à un goulot d'étranglement économique. Il fallait donc s'exporter pour moderniser l'économie et permettre le développement de « fleurons » nationaux compétitifs à l'échelle mondiale (Joll & Belloc, 2016). Au départ de 2017, nous apercevons une régression soudaine des flux d'IDE sortants, qui peut être expliquée par la mise en place de restrictions sur ceux-ci. Même si la RPC met en avant sa politique d'ouverture à l'internationale, elle cherche premièrement à développer son marché intérieur. En effet, en 2017, le Conseil d'Etat chinois a publié une liste de secteurs dans lesquels elle interdit à ses entreprises nationales d'investir à l'étranger. Cette décision majeure de la part de Pékin explique l'effondrement des flux d'IDE sortants, en expliquant qu'elle voulait prévenir les IDE non-rentables à terme pour l'économie chinoise. La République populaire de Chine met donc en garde ses entreprises nationales contre les IDE sortants en menaçant de sanctions graves et en filtrant ceux-ci de façon à maintenir un certain contrôle sur les sommes investies dans ces acquisitions (Joll & Belloc, 2016).

---

<sup>30</sup> Les télécommunications, l'Energie, l'Environnement

Graphe 6. Les investissements directs étrangers chinois entrants et sortants



Source : Unctad.org. (2019)

Cette technique a pour objectif de rétablir une balance entre les IDE entrants et sortants afin de rééquilibrer leur économie interne et principalement le RMB. D'un côté, en réduisant certaines interdictions de secteurs aux investisseurs étrangers et de l'autre, en forçant les entreprises chinoises installées à l'étranger à se financer en émettant des obligations sur les marchés ou elles opèrent plutôt que de demander des emprunts aux banques chinoises. Toute cette politique de contrôle « absolu » sur les investissements directs étrangers chinois à l'étranger par le gouvernement peut sembler suspicieuse. La RPC a toujours été considérée comme peu fiable aux yeux des économies mondiales et c'est l'une des raisons pour lesquelles son entrée à l'OMC fut difficile.

### 2.2.2 Vision de l'OMC

L'Organisation Mondiale du Commerce est un organisme qui a été créé à la base de négociations et qui est dirigée au travers de celles-ci. Les premières activités reposent sur l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et comprennent aussi

maintenant de nouvelles négociations basées sur le « Programme de Doha pour le développement ».

L'OMC, outre le fait d'ouvrir des marchés pour des pays confrontés à certains obstacles, a aussi pour objectif d'agir en tant que gardien et protecteur de certains commerces pour protéger les consommateurs ou, par exemple, éviter la propagation de maladies. Au centre de ce système, nous retrouvons les Accords qui ont été acceptés et signés par tous les pays commerçants du monde. Ces textes agissent comme un règlement fondamental du commerce international et obligent les gouvernements à rester dans les limites commerciales convenues.

Régulièrement, les relations inter-commerciales mettent en jeu des intérêts contradictoires. C'est là que l'OMC joue son rôle, en mettant sur la table des principes juridiques pour régler ces problèmes de la meilleure des façons et pour trouver une solution adéquate à tous les partis. C'est l'objectif du processus de règlement des différends prévu dans les Accords de l'OMC (OMC, 2019).

La Chine, devenu le 143ème pays à devenir membre de l'OMC le 11 décembre 2001, peut affirmer que les négociations furent difficiles afin de pouvoir affirmer leur statut de membre de l'organisation mondiale. Pendant 15 ans, la République populaire de Chine a tenté de revenir dans le GATT<sup>31</sup> et d'intégrer l'OMC afin de développer son commerce extérieur qui représentait 7% du commerce mondial en 2000 (Occis, 2001). 1979 a été une année clé pour l'essor de l'économie chinoise, cette dernière a aussi beaucoup profité de son entrée en 2001 à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui a largement soutenu son commerce extérieur et son rythme d'expansion. D'autant que son modèle de développement a pendant très longtemps fait la part belle aux exportations, à côté des investissements. Ce modèle a toutefois été progressivement amendé, l'accent étant mis depuis quelques années sur la consommation des ménages et le développement des services (Casteban, 2002).

Cependant, sur les 11 années d'appartenance à l'OMC, le bilan chinois reste mitigé. Certains pays, comme les Etats-Unis, reprochent à la RPC de ne jamais avoir formellement tenu leurs promesses faites dans le cadre de l'adhésion à l'OMC. Elle stipule que le transfert des technologies a toujours été obligatoire pour les investissements directs étrangers et que les banques étrangères n'avaient jamais pu effectuer des opérations en yuan. Comme le mentionne si bien le Professeur à l'Ecole de Droit d'Harvard Mark Wu, « *La question n'est pas de savoir si la Chine a respecté grand nombre d'obligations, mais plutôt de savoir si elle en a respecté*

---

<sup>31</sup> Membres fondateurs mais se retirent en 1950

*l'esprit* ». De plus, les réactions de la RPC aux différentes réformes de l'OMC laissent apparaître une Chine sur la défensive et très conservatrice pour qui le multilatéralisme n'est peut-être qu'une façade vis-à-vis de l'intérêt national. La RPC va même jusqu'à mettre en avant les inconvénients que pourraient avoir un accord bilatéral entre les Etats-Unis et eux-mêmes, ce qui ne va pas pour rassurer les spéculations sur le commerce mondial futur entre ces nations dont nous parlerons plus tard dans ce travail (Godement, 2019).

### **2.3 Idéalisation d'une stratégie entrepreneurante**

Lors des premiers chapitres de ce travail, nous avons évoqué les débuts de l'Orient et sa grandeur via les routes bien connues que sont celles de la soie. Nous allons maintenant analyser plus en profondeur l'extraction des investissements chinois et les différents points qui ont motivé la République populaire de Chine à s'ouvrir au monde entier. Lorsqu'en 1978 le gouvernement voulut s'ouvrir au monde extérieur, les investissements hors de Chine ont été autorisés pour les entreprises publiques. Au début des années 1990, le gouvernement a autorisé les entreprises privées à investir à l'étranger. Elles ont continué à promouvoir ces investissements étrangers et plus particulièrement après la crise financière asiatique lorsque le gouvernement s'est rendu compte que les investissements étrangers étaient essentiels à la compétitivité et à la reconnaissance des marques et du savoir-faire chinois.

L'entrée de la Chine à l'OMC, dont nous avons parlé dans ce travail, prouve à quel point la Chine se conscientise vis-à-vis de son besoin d'ouverture aux marchés extérieurs. En effet, cette ouverture au monde extérieur permet à la Chine, non seulement de proposer son panel de produits différents, mais aussi de faciliter l'installation de différentes entreprises à l'étranger et l'utilisation du matériel chinois en dehors des frontières. « La Chine doit adapter un modèle de croissance équilibré dans lequel nous retrouvons une balance entre les importations, les exportations, l'attraction des nouveaux capitaux, les investissements étrangers au lieu de dépendre des exportations et des capitaux émanant des pays étrangers » (The National People's Congress, 2011).

Depuis une multitude d'années, les motivations de la Chine à s'exporter ont été analysées et recherchées par différents acteurs. Ces facteurs peuvent être divers, mais ils se rassemblent généralement autour :

- Du marché
- Des Ressources naturelles disponibles
- Des technologies
- De la diversification

La République populaire de Chine aspire à améliorer ses entreprises au travers de ces différents facteurs. De surcroît quand nous savons qu'elle souffre de difficultés telles que la saturation des marchés et la surconsommation des ressources naturelles, l'importance du gouvernement en République populaire de Chine est un élément à ne pas omettre. En effet, nous savons que le gouvernement chinois garde la main mise sur les investissements extérieurs et sur les différentes cibles sectorielles à atteindre selon eux. On sait aussi que la Chine a commencé son chemin d'expansion vers l'étranger pour pénétrer de nouveaux marchés et sécuriser d'autres ressources, et non pas, à l'instar des autres grands acteurs économiques, pour obtenir une main d'œuvre moins chère.

La Chine, comme nous la connaissons aujourd'hui, se fixe un objectif à long terme dans son plan d'expansion mondiale. Elle souhaite développer une Chine prospère et construire un pays socialiste modernisé d'ici 2049, qui annoncera le centenaire de la République populaire de Chine. L'économie chinoise, comme nous la connaissons, repose désormais sur une consommation intérieure en croissance soutenue grâce à l'expansion des investissements tels que des aéroports, des métros, des trains à grande vitesse et des entreprises dans le domaine des nouvelles technologies.

La variable est le commerce extérieur, car les ventes de biens et de services de la Chine sur son plus grand marché à l'exportation, les États-Unis, sont mises en difficulté par l'administration Trump qui impose des droits de douane plus élevés et d'autres mesures punitives sur les importations en provenance de Chine (French.china.org, 2018). La Chine et les États-Unis se livrent une guerre commerciale et économique depuis de nombreux mois. Heureusement, à la suite du sommet du G20 en décembre 2018, les deux présidents ont réussi à s'entendre sur une trêve temporaire de 90 jours vis-à-vis de la hausse des taxes sur les produits chinois à l'exportation. Cette augmentation de 25% sur les tarifs douaniers des produits chinois n'est pas la solution recherchée par le président actuel. Cependant, les États-Unis reprochent à la Chine

ce que beaucoup lui ont reproché dans le temps : des pratiques commerciales déloyales, du piratage informatique et du non-respect des droits de propriété intellectuelle. D'un autre côté, cette guerre commerciale que se livrent ces deux pôles économiques importants est profitable à d'autres. L'Europe pourrait profiter d'une diminution d'un commerce bilatéral entre les Etats-Unis et la Chine en subvenant au manque provenant des restrictions qui seront imposées par les douanes chinoises et américaines.

### 2.3.1 Aide de l'état

« *Qu'importe que le chat soit gris ou noir, un chat est un bon chat s'il capture des souris* ». Cette phrase prononcée par Deng en 1962 reflète son état d'esprit pour les années de tout changement à venir. C'est dans les années 1960, que la Chine se rend compte de son besoin au niveau soutien extérieur. Elle espère isoler l'URSS grandissante et prendre sa juste place au-devant de la scène mondiale. Mais en réalité, c'est une Chine appauvrie dont le PNB par habitant s'élève à 160 dollars et les exportations ne représentent que 2% du PIB. Cette situation, Deng Xiaoping va s'en saisir pour faire son retour en RPC. Il va mettre en marche un plan basé sur quatre modernisations : l'industrie & le commerce, l'éducation, l'agriculture et l'armée. Il veut développer une économie socialiste de marché<sup>32</sup>, et possède tous les moyens pour y arriver : une volonté politique, une ambition économique et une nécessité vitale de sortir la Chine de la situation où elle se trouve. L'objectif de Deng, est de développer une nouvelle « Nouvelle Chine » et de faire oublier la Chine créée par Mao en 1949.

Pour réaliser ses objectifs, aucune autre solution que l'ouverture vers le monde extérieur et pousser les entreprises à investir ailleurs n'est trouvée. C'est la mise en place de la politique « Zou Chuqu<sup>33</sup> ».

En 1978, la Chine autorise ses entreprises publiques à investir à l'étranger et va poursuivre avec les entreprises privées à partir de 1990. Au cours de ces différentes années, elle va jouer un rôle considérable dans le développement de son économie et de ses entreprises. La Chine possédait, dans les années 1960, des millions de PME inactives qui reposaient sur des subsides colossaux. Après l'arrivée de Deng, il va transformer tout cela en 30 000 entreprises viables et prêtes à s'introduire sur la scène internationale. Grâce à l'épargne des ménages particulièrement

---

<sup>32</sup> Dans ce système, libéralisme économique et contrôle politique autoritaire se côtoient en une formule spécifique.

<sup>33</sup> Ce qui signifie « Going-out » en anglais

importante en Chine, une masse considérable de capitaux est mise dans les mains de l'Etat. En effet, la population est particulièrement proche de ses liquidités afin de faire face à l'éducation, aux soins de santé et autres besoins pour les familles. Grâce à ces capitaux, la RPC peut les investir à l'étranger et sécuriser des revenus futurs comme par exemple en Afrique, où la RPC a signé de nouveaux contrats pour s'approprier un réseau de matières premières et de réserves agricoles afin de subvenir aux besoins de sa propre population.

### **2.3.2 Accès aux marchés chinois**

L'ouverture au monde dont nous avons parlé ci-dessus, ne s'est pas réalisée en une fois. La prudence était de mise et ce nouveau plan d'action allait être expérimenté petit à petit. Tout d'abord, quatre zones économiques spéciales<sup>34</sup> ont été ouvertes en 1978. Puis, en 1984, d'autres régions et zones côtières ont vu le jour. Des facilités en matière de droits de douane et fiscaux apparurent pour attirer les capitaux étrangers. Les grosses entreprises comme Nike et Honda furent vite attirées par cette nouvelle opportunité et la Chine put ouvrir sa bourse en 1992 et devenir ce qui est plus communément appelé « l'Atelier du monde ».

La République populaire de Chine se rend bien compte que les investissements étrangers sont nécessaires pour la compétitivité interne du pays. De plus, elle met en place des systèmes et des codes en sa faveur. Les entreprises qui viennent s'installer en Chine doivent en premier lieu développer l'économie locale en créant de l'emploi. Ensuite, elles doivent nommer des ressortissants chinois à la tête de leurs sociétés pour finalement procéder à des transferts de technologies.

Finalement, pour conclure sa montée à l'internationale, la Chine ne voit plus qu'une seule étape à franchir : rentrer dans l'OMC. Bien que son acceptation et les termes relatifs de cet accord sont encore très controversés et disputés par plusieurs états membres (Buenos Aires, Décembre 2017), la Chine estime qu'elle doit faire face à une montée du protectionnisme de ses partenaires occidentaux qui refusent de la considérer comme un égal au niveau du commerce mondial. Cet engouement envers la protection nationale vient d'une absence de réciprocité de la part de la Chine quant aux avantages consentis lors de son entrée dans l'OMC.

---

<sup>34</sup> ZES

## 2.4 La République populaire de Chine et ses relations économiques à travers le monde

Si nous voulons aborder correctement les relations sino-européennes, il nous faut inévitablement faire des comparaisons extérieures et se pencher sur la sino-mondialisation. Après son entrée dans l'OMC, un bilan du travail légal et réglementaire fourni met en avant les forces et faiblesses de la Chine vis-à-vis de ses promesses. Force est de constater que même s'il lui reste encore du travail pour atteindre ses objectifs, son entrée dans l'OMC n'est pas un « choc » et des études indiquent aussi que les gagnants seraient les pays développés liés économiquement à la Chine. Nous retrouvons parmi ceux-là Hong-Kong et Taiwan qui bénéficient d'une intégration conséquente dans la « Grande Chine » (Lemoine, 2002). La Chine est considérée comme l'économie mondiale avec le plus haut taux de croissance économique jusqu'en 2015, avec une moyenne s'élevant à 10% sur 30 ans. Elle est, de temps à autre, qualifiée comme la plus grande économie industrielle et exportatrice de biens au monde (Business and co, 2018). Selon le Fonds Monétaire International, durant la période allant de 2010 à 2013, la Chine aurait été le principal acteur de la croissance économique mondiale avec une participation s'élevant à 31%. Il est évident que désormais sa croissance étant passée de 10.64% en 2010 à 6.86% en 2017, la Chine rentre dans une phase de ralentissement due à une population vieillissante et une régularisation des salaires aux normes mondiales (Business and co, 2018).

Dans ce chapitre, nous allons analyser l'évolution des relations entre la Chine et deux pays bien distincts, l'Inde qui est un pays émergent et les Etats-Unis, avec qui la relation peut être qualifiée de complexe mais néanmoins prospère étant donné que les Etats-Unis sont le pays où la Chine exporte le plus annuellement<sup>35 36</sup>. Nous allons effectuer une comparaison de chaque nation et récupérer les éléments d'informations qui nous permettront d'étudier ces deux cas et de faire ensuite un lien avec les relations sino-européennes.

### 2.4.1 Le cas de l'Inde

Nous allons tout d'abord commencer par introduire la relation entre l'Inde et la République populaire de Chine, détailler leurs histoires politiques et économiques. Ensuite, nous

---

<sup>35</sup> 430 328 millions de \$ US

<sup>36</sup> Cfr Annexe 5 : Graphe 4. *Top 5 des exportations chinoises*

analyserons une série de graphiques comparatifs entre la Chine et l'Inde et déduire de ceux-ci les différences et ressemblances entre ces deux nations.

« *Le pouvoir sort de la bouche du canon* ». Cette phrase mythique, sortie de la bouche de Mao Tse-Toung, reflète l'animosité et la complexité de la relation sino-indienne. Ces deux puissances asiatiques, qui rassemblent un tiers de la population mondiale, s'affrontent pour le plateau de Doklam depuis des décennies. C'est en octobre 1962 que tout a débuté. Suite à des relations instables concernant leur frontière, la Chine a commencé à craindre une alliance des Etats-Unis avec l'Inde, de l'URSS avec l'Inde ou encore des deux pour faire front à sa montée. C'est à ce moment-là que la République populaire de Chine a décidé de passer à l'action en prenant d'assaut avec 80 000 soldats de l'APL<sup>37</sup> la frontière sino-indienne dans les hauts-plateaux de l'Himalaya. Ce conflit fut très court, il se termina en novembre de la même année. Les Indiens, sentant qu'ils perdaient le contrôle, ont décidé<sup>38</sup> de demander une aide aux Etats-Unis. Les chinois ont donc mis un terme au conflit avant une arrivée américaine.

Les conséquences de cette offensive ont été multiples pour la RPC. Premièrement, elle a affirmé son potentiel militaire devant toute l'Asie et démontré sa supériorité. La tension entre les deux nations n'a fait que s'amplifier et peut dès lors, compliquer certains aspects du projet « One belt, one road ». En effet, même si une deuxième guerre sino-indienne a été évitée en août 2017 après des mois de négociations, il est certain que cette décision était purement stratégique. Les chinois, comme les Indiens, avaient trop à perdre économiquement et stratégiquement pour une question de territoire. Néanmoins, l'animosité constante n'a fait que se renforcer au fur et à mesure de l'émergence de ces deux puissances et de leurs tentatives de main-mise sur l'Asie. L'Inde, de surcroît, se sent menacée par le projet « One Belt, One Road ». La République populaire de Chine, comme mentionné précédemment, fait l'acquisition d'emplacements portuaires, de bases navales et de points stratégiques dans des pays avoisinant l'Inde tels que le Sri-Lanka, le Bangladesh et le Pakistan, ce qui forme une sorte de « Collier de perles » encerclant petit à petit cette nation. L'Inde observe, dans ce comportement, un moyen pour la RPC de contrôler ses approvisionnements et échanges futurs. De plus, la relation de la RPC et du Pakistan, ennemi historique de l'Inde et son opposition catégorique à l'entrée de l'Inde dans certaines instances telles que le conseil de sécurité, démontre bien que la RPC essaie à tout prix de contenir la montée de l'Inde.

---

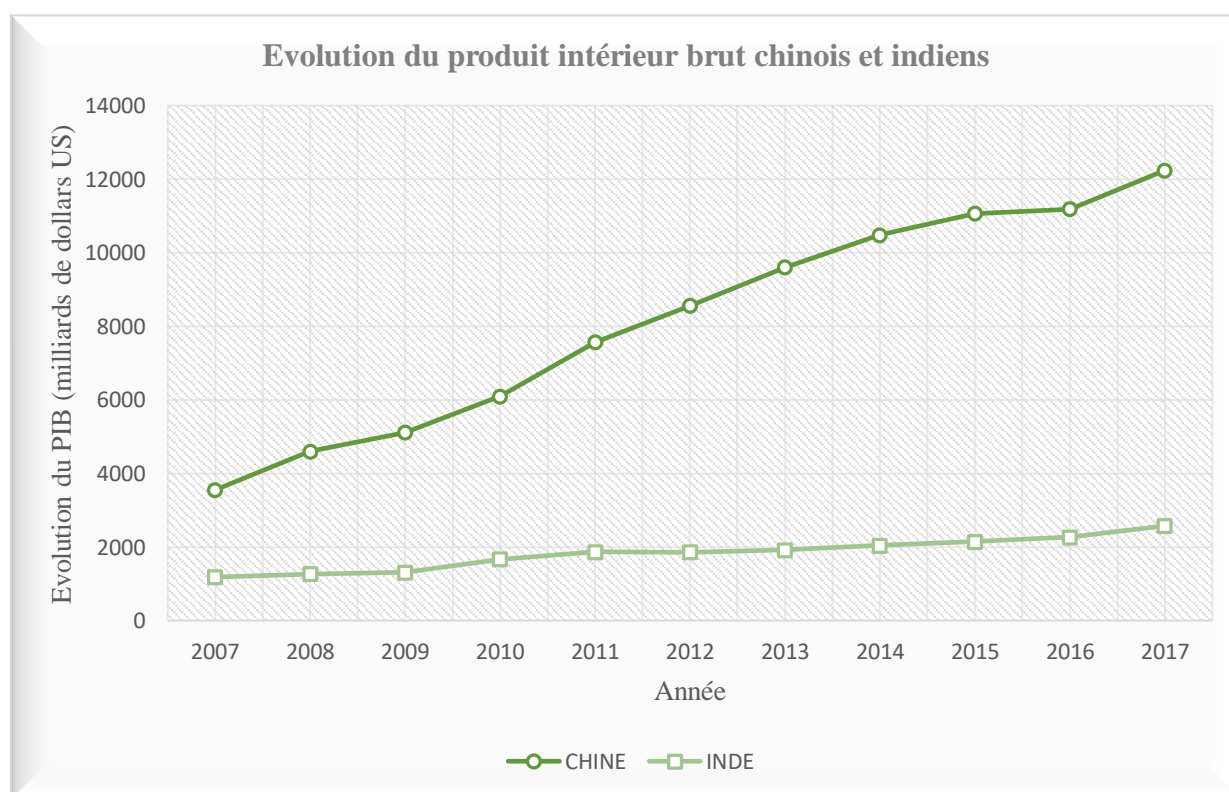
<sup>37</sup> Armée populaire de Libération

<sup>38</sup> Malgré leur revendication de non-alignement

Ce comportement pourrait aussi s'expliquer par une méfiance de la RPC envers l'Occident. La relation indo-américaine est forte depuis les années Clinton en 2001 et la RPC craint le développement d'un axe des pays démocratiques d'Asie pour contenir sa puissance économique et politique. Quoiqu'il en soit, l'Inde reste un des puissants pays d'Asie et un chemin clef pour la nouvelle route de la soie de Xi Jinping. Si la République populaire de Chine désire aboutir à son objectif d'ici 2049, peut-être devrait-elle envisager certains assouplissements dans ses négociations avec son puissant voisin asiatique.

Nous allons maintenant examiner ces deux puissances économiques mondiales de plus près en comparant différents graphiques représentatifs. Il faut noter, que pour des raisons qualitatives, nous avons décidé d'analyser des graphiques sur une période de dix ans à partir de 2007. C'est en 2007 que la Chine a enregistré son plus haut taux d'évolution annuel moyen<sup>39</sup>(UNCTADSTAT, 2019).

Graph 7. *Evolution du produit intérieur brut chinois et indiens*



Source : Unctad.org. (2019)

<sup>39</sup> 14.33%

Premièrement, nous allons analyser l'évolution du PIB de chaque pays. Nous pouvons apercevoir que la courbe d'évolution de chaque variable à une pente différente, ce qui suggère que ces deux nations n'ont pas eu le même style d'évolution au cours des dix dernières années. Premièrement la Chine, qui avait un PIB s'élevant à 3,552 billions de dollars US en 2007, atteint un PIB de désormais 12,237 billions de dollars US en 2017. Nous pouvons parler d'une évolution conséquente au cours des dix dernières années car elle s'élève à 244,5%.

Chez son voisin, l'Inde, bien qu'ayant un PIB en-dessous des 3 milliards de dollars US, enregistre une évolution de 117,41% au cours des dix dernières années. En effet, elle passe de 1,184 billions de dollars US en 2007 à 2,575 billions de dollars US en 2017.

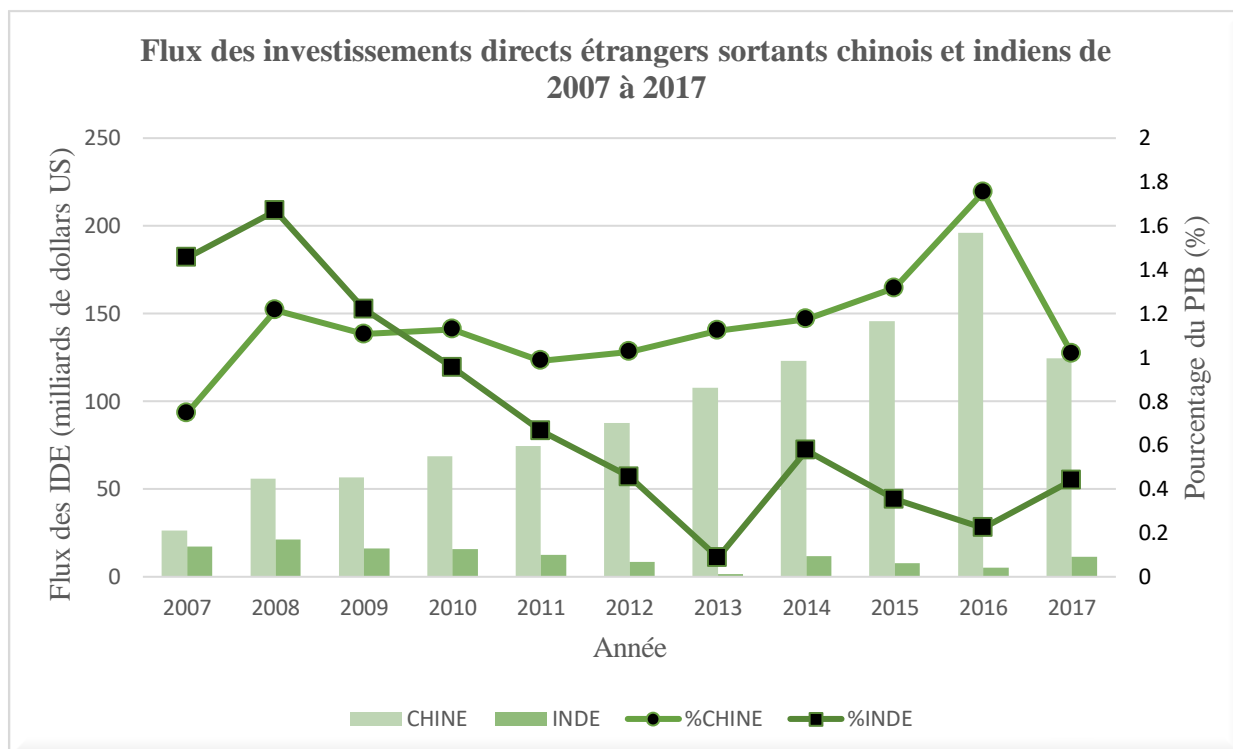
D'autre part, un point commun entre ces deux pays est le niveau relativement bas de son PIB par habitant. En effet, lorsque nous analysons le graphique<sup>40</sup>, nous nous apercevons que le PIB chinois par habitant sur 10 ans est en moyenne de 5924,58 dollars US et que celui de l'Inde est de 1439,238 dollars US. Ce qui reste toutefois quatre fois moins élevé que ses voisins asiatiques.

Ensuite, nous allons observer les évolutions commerciales des deux pays. Nous allons analyser les flux d'investissements directs étrangers entrants et sortants et les différences entre les deux nations. Tout d'abord, nous allons débiter par les IDE effectués par l'Inde et la Chine dans le monde. Au cours des dix dernières années, nous pouvons apercevoir qu'au contraire de la Chine, l'Inde s'est beaucoup moins focalisée sur l'acquisition et l'investissement à l'extérieur de son pays car les flux sortants ont été de maximum 21 142 millions de dollars, équivalents, à l'époque, à 1,7% de son PIB annuel. De l'autre côté, la Chine nous montre une constante augmentation de ses IDE et de la part prise dans son PIB jusqu'en 2016. Nous observons très clairement deux stratégies différentes vis-à-vis des investissements directs étrangers sortants. Cela peut s'expliquer par la différence financière entre les deux pays et par la stratégie indienne qui est de miser sur les « soft power » dont elle bénéficie en Afrique du Sud et de l'Est afin de se positionner dans des marchés niches pour contrer l'avancée chinoise (Huffpost,2019).

---

<sup>40</sup> Evolution PIB/Habitant

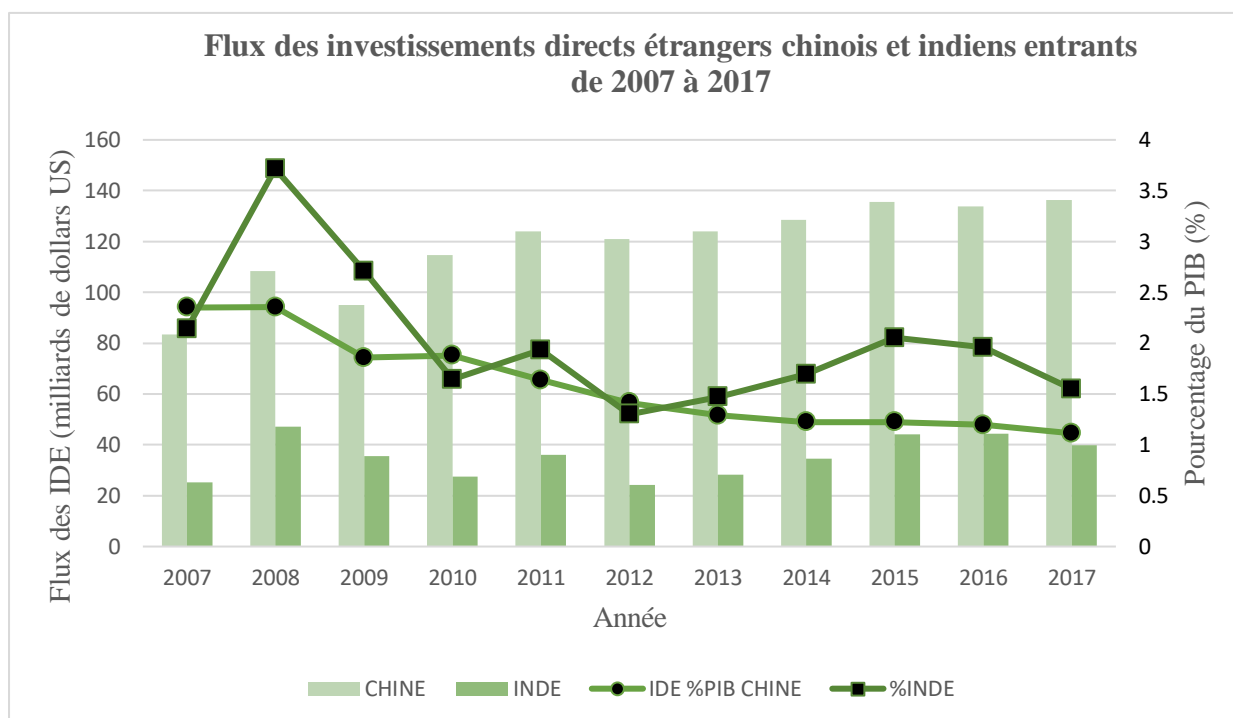
Graph 8. Flux des investissements directs étrangers sortants chinois et indiens



Source : Unctad.org

Nous allons maintenant nous intéresser aux investissements directs étrangers entrants. Ceux-ci représentent les investissements effectués par des pays tiers dans le pays d'origine. Nous pouvons déjà spéculer sur le fait que ceux-ci seront plus importants que les sortants en sachant que l'Inde et la RPC sont toutes les deux des nations attrayantes pour les investisseurs étrangers. Dans ce cas-ci, nous pouvons apercevoir que sur les dix dernières années, l'augmentation chinoise est plus faible que dans le graphique précédent, qui était de 640%, alors que nous obtenons une croissance de 63,22% pour les IDE entrants. A l'inverse, l'Inde est le bon élève dans ce cas-ci, avec une diminution de 34% pour les IDE sortants, l'évolution enregistrée est de 57,47% sur la période allant de 2007 à 2017. Cette différence peut s'expliquer par ses nombreux atouts et sa spécialisation dans les services avec de la main d'œuvre qualifiée. En comparaison à la RPC, l'Inde est gérée par un régime démocratique stable et efficace avec une transparence et une conformité des entreprises supérieures à celle de la Chine (BNP Paribas, 2019).

Graphe 9. Flux des investissements directs étrangers chinois et indiens entrants



Source : Unctad.org. (2019)

En conclusion, même si la Chine investit une plus grande partie de son PIB annuel à l'étranger, l'Inde reste toujours dans la course au leadership asiatique et nous le prouve par son flux d'IDE entrants annuels. Nous savons aussi que la Chine se trouve en troisième place des pays où l'Inde exporte le plus. Il serait donc avantageux pour ces deux pays de trouver un consensus à long terme pour faire fructifier leurs relations commerciales.

## 2.4.2 Le cas des Etats-Unis

« *S'ils veulent parler, nous gardons la porte ouverte. S'ils veulent un combat, nous combattons jusqu'à la fin.* »<sup>41</sup> Cette phrase déclarée lors d'un forum sur la sécurité à Singapour début juin 2019, reflète avec beaucoup d'exactitude la relation sino-américaine. Leur relation est passée par différentes étapes allant de l'alliance, sous la présidence de Jimmy Carter, à la guerre commerciale que nous connaissons aujourd'hui.

<sup>41</sup> Wei Fenghe, Général chinois

Dès les années 1980, et avec les évènements de la place Tiananmen, les Etats-Unis ont décidé de ne plus faire confiance au gouvernement chinois. De leur côté, la République populaire de Chine estimait à cette époque que la présence des forces américaines chez leurs voisins avait des effets nocifs sur la stabilité régionale. Pékin avait comme ambition d'imposer sa volonté à ses voisins sans craindre de répercussions de la part des Etats-Unis. Un sujet important encore sur la table à l'heure actuelle est celui de Taiwan. Depuis l'instauration du « Taiwan Relations Act » qui permet aux Américains de défendre l'île et de les fournir en armements, la Chine estime que les relations ont été envenimées. Elle voit cette action comme un frein à sa montée en puissance et rétorque en instaurant la « Loi anti-sécession » en 2005 qui l'autorise à user de la force pour reprendre Taiwan, si l'occasion se présente (Boisseau du Rocher, 2019).

La République populaire de Chine dépense 2% de son PIB par an pour son armée afin de tenter de surpasser la puissance américaine actuelle. L'objectif de Donald Trump est de limiter cette puissance économique grandissante en taxant fortement les produits chinois importés aux Etats-Unis. Il désire augmenter la taxe de 10 à 25% sur 250 milliards de dollars, presque la totalité des biens chinois passant par la douane américaine. Cette action peut être expliquée par la montée du protectionnisme aux Etats-Unis et par l'observation d'un déséquilibre commercial à partir des années 2000. En effet, à la suite de l'ouverture du marché chinois, nombreuses sont les entreprises américaines qui ont commencé à développer leur activité en dehors de leurs frontières. Nous avons pu apercevoir une augmentation des exportations vers les Etats-Unis depuis la Chine et une diminution des importations. Les Etats-Unis importent pour 1,259 milliards de dollars en 2000 contre 781 milliards de dollars en exportation (UNCTADSTAT,2019). Il y a donc un net déséquilibre commercial qui ne fait que se renforcer avec la délocalisation des grosses entreprises américaines (Arzt, 2019).

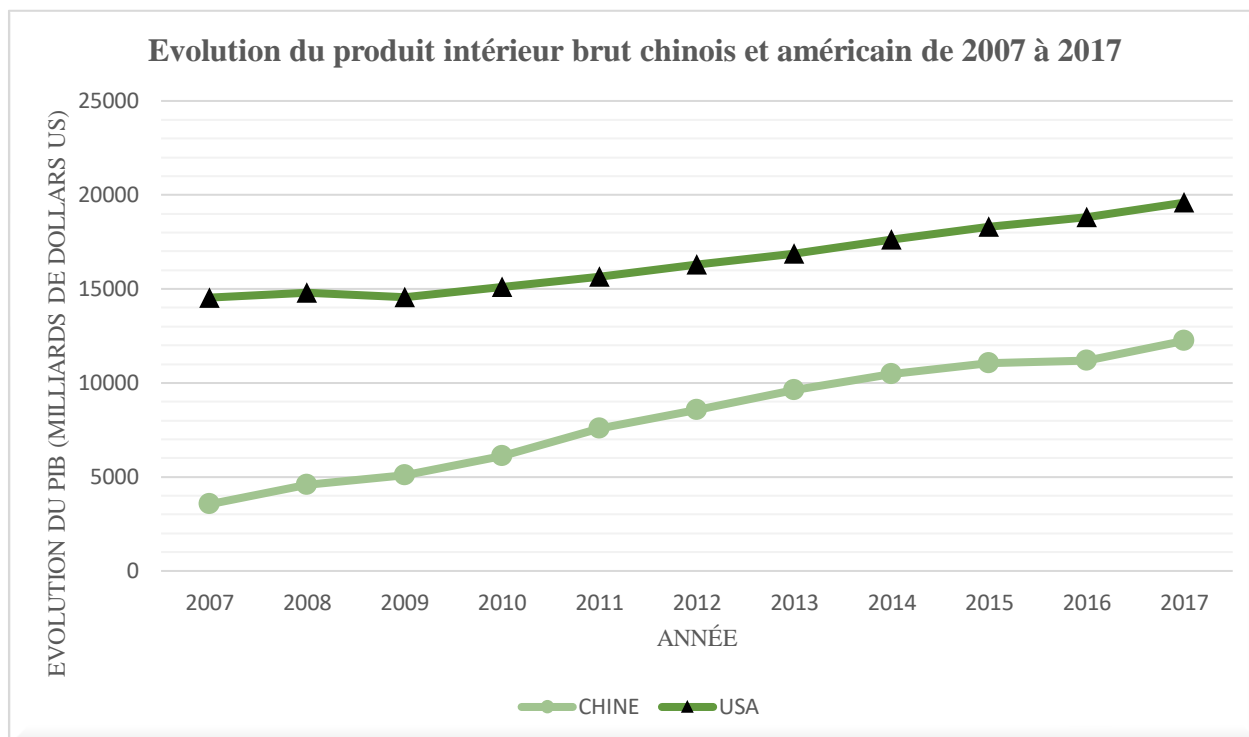
Néanmoins, la République populaire de Chine ne reste pas de marbre. Celle qui s'approprie via la banque centrale chinoise, depuis plus de 15 ans, 1.120 milliards de dollars de bons du trésor américain va répliquer en menaçant l'arrêt d'exportations de terres rares tels que le scandium, l'yttrium, le lanthane ou le cérium qui sont retrouvés dans les batteries de véhicules électriques, les puces de smartphones, les réacteurs nucléaires ou encore les industries d'armement. Elle va aussi recopier les sanctions américaines en imposant des taxes de 10 à 25% supplémentaires sur 5400 produits tels que des raquettes de badminton, des ballons de football ou des appareils de cuisine (Le Monde, 2019).

Cette relation, qui pourrait être comparée au « piège de Thucydide », où toute puissance émergente entre inévitablement en conflit avec la puissance dominante, nous dirige vers deux

mondes parallèles. Certains spécialistes envisagent une émergence de deux pôles rivaux qui suivraient chacun leur voie en créant un nouveau système de compétitions internationales qui pourrait entraîner une fracture du monde avec des lignes que nous pourrions dessiner (Le Vif, 2019).

Nous allons maintenant examiner ces deux puissances économiques mondiales de plus près en comparant différents graphiques représentatifs. Comme expliqué précédemment, pour des raisons qualitatives, nous avons décidé d'analyser des graphiques sur une période de dix ans à partir de 2007. C'est en 2007 que la Chine a enregistré son plus haut taux d'évolution annuel moyen<sup>42</sup>(UNCTADSTAT, 2019).

Graph 10. *Evolution du produit intérieur brut chinois et américain*



Source : Unctad.org. (2019)

Premièrement, nous allons analyser l'évolution du PIB de chaque pays. Nous pouvons apercevoir que la courbe d'évolution de chaque variable a une pente différente, ce qui suggère que ces deux nations n'ont pas eu le même style d'évolution au cours des dix dernières années. Tout d'abord, la Chine, qui avait un PIB s'élevant à 3,552 milliards de dollars US en 2007, affichait 12,237 milliards de dollars US de PIB en 2017. Nous pouvons parler d'une évolution

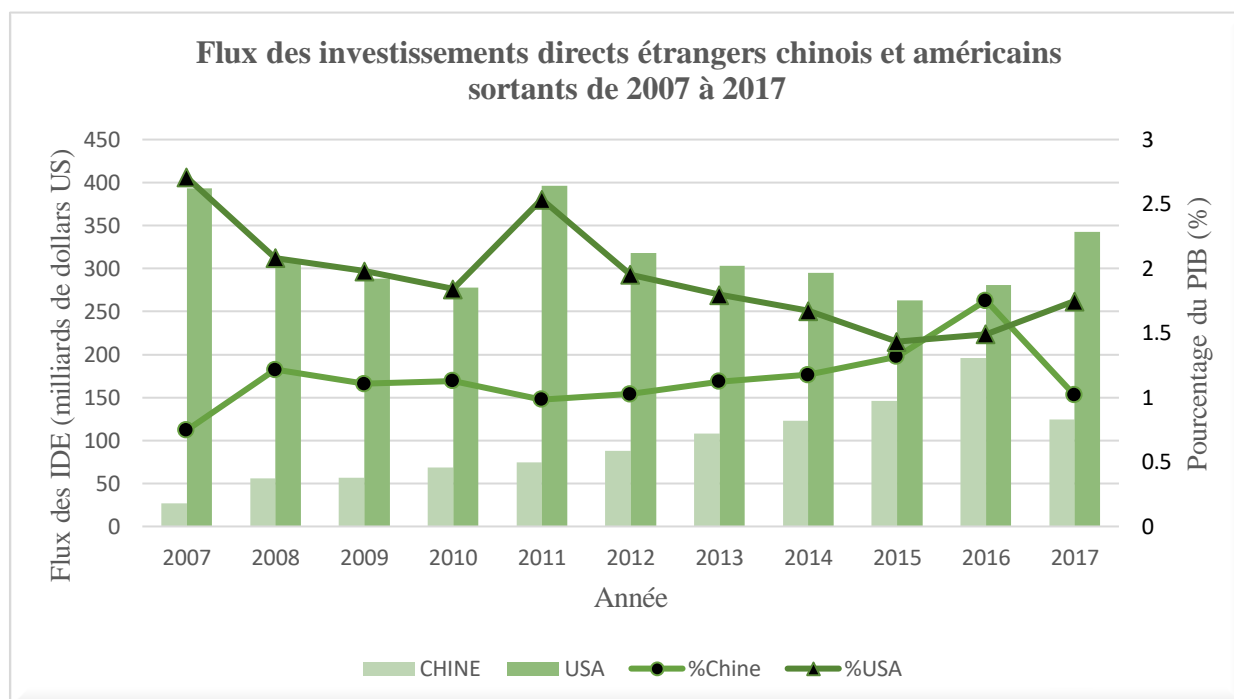
<sup>42</sup> 14.33%

conséquente étant donné que cette évolution sur le cours des dix dernières années s'élève à 244,5%.

De l'autre côté du Pacifique, c'est une autre histoire. Les Etats-Unis, avec leur PIB à 14,541 milliards de dollars US progresse mais souffrent tout de même de la crise de 2008. Néanmoins, nous noterons une évolution de 34.71% jusqu'en 2017 année pour laquelle leur PIB s'élève désormais à 19,589 milliards de dollars US.

D'un autre côté, même si la République populaire de Chine enregistre une évolution impressionnante de son PIB, le niveau de vie ne bénéficie pas complètement de ce progrès. En effet, lorsque le graphique en annexe 8 est analysé<sup>43</sup>, nous apercevons que le PIB chinois par habitant sur 10 ans est en moyenne de 5 924,58 dollars US alors que celui des Etats-Unis est de 52 178,19 dollars US.

Graphe 11. Flux des investissements directs étrangers chinois et américains sortants



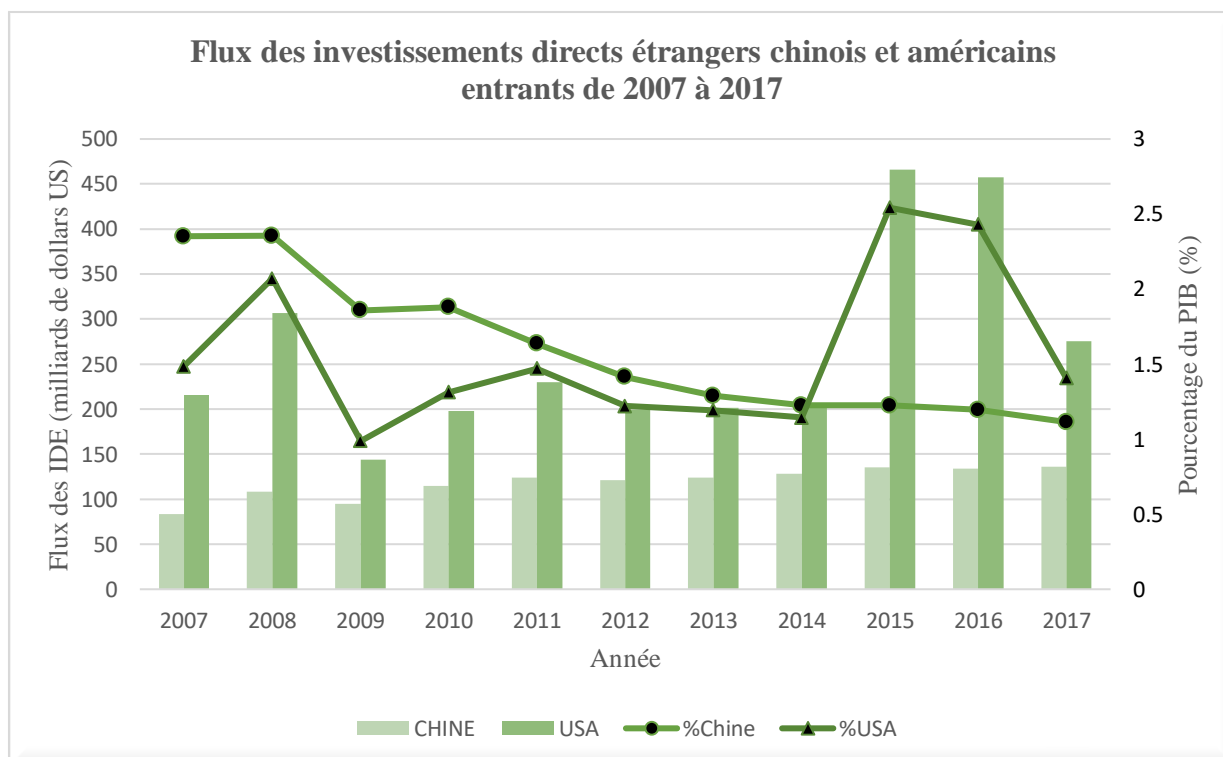
Source : Unctad.org. (2019)

Nous avons déjà analysé un peu plus haut les IDE sortants chinois en comparaison avec les IDE sortants indiens, nous allons dans ce cas, effectuer une comparaison critique avec ceux des Etats-Unis d'Amérique. Premièrement, nous pouvons constater que le pourcentage du PIB

<sup>43</sup> Annexe 8 : Evolution du produit intérieur brut par habitants aux Etats-Unis et en Chine

utilisé par les USA pour les investissements reste plus ou moins similaire au chinois et qu'ils possèdent d'avantages de moyens financiers pour leurs investissements extérieurs. Néanmoins, là où la République populaire de Chine augmente dans une légère constante, les Etats-Unis ont plutôt tendance à diminuer le flux de leurs investissements. Mis à part en 2011, où les IDE sortants s'élèvent à +/- 400 milliards de dollars US, les USA connaissent une baisse de 13,02% au cours de la période mentionnée ci-dessus. Cela peut être expliqué par les changements de gouvernements et les politiques plus conservatrices qu'ils connaissent ces dernières années.

Graphe 12. Flux des investissements directs étrangers chinois et américains entrants



Source : Unctad.org. (2019)

De l'autre côté, les IDE entrants restent cohérents. Bien que les Etats-Unis d'Amérique possèdent toujours des moyens financiers supérieurs à la République populaire de Chine, tous deux restent constants dans le filtrage des investissements extérieurs. Les USA connaissent une hausse de 27,52% sur la période mentionnée à l'exception d'un pic enregistré en 2015 et 2016. A ce moment-là, les investissements directs étrangers doublent, nous ne pouvons donc plus parler de cohérence à cette période-là.

Cette cohésion de stratégie entre les USA et la RPC démontre bien que les deux puissances mondiales recherchent le même objectif : faire croître leur économie intérieure avant de

s'exporter à l'étranger. Et pourtant, même si elles se ressemblent sur plusieurs points, les relations entre ces deux nations restent complexes.

Depuis mai 2019, une trêve a été décrétée entre les USA et la RPC, ces deux nations ont accepté de se remettre autour de la table pour reprendre les négociations. Donald Trump a même affirmé qu'il n'allait pas aller au bout de sa menace concernant l'augmentation des droits de douane. Cette guerre commerciale, qui touche aussi indirectement l'Union européenne, n'est cependant pas encore terminée. La Chine, qui a accepté d'ouvrir son secteur financier aux investisseurs étrangers sans plafond de participation, reste tout de même réticente à une collaboration sino-américaine. Selon Mr. Trump, lui-même, Pékin attendrait les élections présidentielles de 2020 pour décider de la marche à suivre. Ces deux pays ont une relation économique importante et non-négligeable. Leur relation est d'autant plus conséquente pour la Chine car nous savons que les quatre autres pays principaux où elle exporte sont des alliés des Etats-Unis. De plus, en 2016, la somme totale des IDE bilatéraux entre la Chine et les USA s'élevait à 350 milliards de dollars américains avec un record cette année-là de 60 milliards d'IDE chinois vers les USA. Il est donc primordial pour ces deux puissances économiques mondiales de trouver un terrain d'entente commercial pour éviter un conflit qui pourrait nuire aux deux pays. (Xinhua, 2017)

## **2.5 L'Union européenne : une solution à l'échelle mondiale ?**

Nous venons de comparer la République populaire de Chine à deux puissances économiques mondiales, l'Inde et les Etats-Unis d'Amérique, et la façon dont elle interagissait avec elles. Nous avons pu remarquer, malgré des échanges commerciaux importants, que ces relations n'étaient pas forcément bénéfiques au niveau politique et sur le long-terme. Désormais, nous allons nous tourner vers un autre pôle économique : un marché unique, une porte vers de multiples opportunités et investissements, l'Union européenne. Ce chapitre va se diviser en deux parties, nous allons tout d'abord analyser les raisons qui poussent la RPC à se tourner vers l'Europe par rapport à d'autres économies. Ensuite, nous allons déterminer, sur base des littératures, les opportunités et menaces que représente l'ouverture du marché économique de l'Union européenne à la RPC. Ce chapitre nous permettra de mieux comprendre les futures analyses que nous entreprendrons des différents secteurs et améliorera notre compréhension de la relation sino-européenne.

### **2.5.1 Une Europe favorisée**

Depuis l'acceptation à l'OMC de la République populaire de Chine en 2001, celle-ci a cherché à s'étendre sur de nouveaux horizons. L'Union européenne était l'une des destinations convoitées par le milieu commercial chinois pour diverses raisons. Premièrement, la République populaire de Chine était à la recherche de nouveaux actifs stratégiques et aspirait à être active dans le seul marché unique au monde. La République populaire de Chine, qui souffrait d'un retard dans plusieurs domaines, allait pouvoir bénéficier des avancées technologiques, des marques et du capital humain offert par l'Union européenne. De plus, une majorité de l'Union européenne était favorable à l'ouverture du marché aux entreprises chinoises. C'était donc une opportunité inéluctable pour cette puissance économique émergente en Europe, qui possède comme objectif sous-jacent de faire fonctionner sa « Belt & Road Initiative » d'ici 2049. Finalement, l'ouverture des marchés de l'Union européenne était aussi une opportunité pour le marché chinois de l'immobilier. En effet, du au maintien du RMB et à la diminution de l'euro, les entrepreneurs chinois se sont lancés à l'assaut du marché immobilier européen et ont commencé à y investir énormément (Jia, 2015). Leurs objectifs peuvent être perçus comme l'installation d'un réseau chinois en Europe avec pour finalité un accès interne aux marchés et une vision globale de l'économie à travers l'Union européenne (BOISSEAU DU ROCHER, 2019).

### **2.5.2 Quelles opportunités et menaces pouvons-nous déceler dans cet engrenage commercial**

Il semble évident, qu'après avoir évoqué les raisons qui poussent la RPC à investir dans l'Union européenne, nous devons nous concentrer sur les impacts possibles d'une ouverture économique de telle ampleur. Nous allons examiner les différentes opportunités et menaces que représente la République populaire de Chine en Europe et les solutions que l'Union européenne prévoit de mettre en place dans les prochaines années.

Premièrement, les menaces auxquelles l'Union européenne peut faire face sont diverses. Elle craint que la RPC ne participe à cette économie que dans un but unilatéral de transfert des technologies modernes et n'adhère pas à toutes ses pensées géopolitiques et géoéconomiques. Les menaces que nous pouvons définir sont les suivantes :

➤ La peur d'une fracture au sein de l'Union européenne

Lorsque le sujet de la République populaire de Chine est abordé au sein de l'Union européenne, les avis divergent. Les différents pays ne forment pas un front commun, et cela s'est aperçu au forum présidé par le Président chinois XI Jinping sur la BRI<sup>44</sup>. Seuls quelques pays comme l'Italie, l'Autriche, la Grèce, l'Angleterre ou encore la Hongrie étaient représentés à ce forum. Le point commun entre ces pays réside dans l'établissement de protocole d'accords avec la Chine concernant la nouvelle Route de la soie. L'Italie, par exemple, a signé le sien en Mars 2019 et est devenue ainsi le premier pays du G7 à signer un accord avec la Chine. Cette division au sein de l'Union européenne développe certaines craintes auprès des spécialistes économiques européens qui voient cette scission comme une porte vers une compétition intra-européenne instable. (Jia, 2015)

➤ Une faille dans la sécurité

Le sujet de la sécurité et la protection de leur patrimoine a toujours été l'un des fondements de l'Union européenne. C'est la raison pour laquelle l'Union européenne se sent menacée par l'arrivée unilatérale de la RPC en Europe. Elle appréhende le risque d'espionnage politique, industriel et le vol de propriété intellectuelle. Nous savons aussi que le régime politique en RPC est très différent de la mentalité européenne. Cet écart crée une situation ambiguë, comme mentionné précédemment, auquel l'UE doit faire attention (Hanneman, 2012).

➤ Une dépendance européenne

Un autre facteur auquel l'Union européenne doit faire attention est la création d'une dépendance sur le long-terme. L'acquisition par la RPC, de plusieurs acteurs européens, lui permettrait potentiellement d'exercer un effet de levier dans certaines situations, elle pourrait faire pression économiquement sur des sujets politiques en faveur de leurs idéologies (Bickenbach & Liu, 2018). C'est l'un des pressentiments que couve l'Union vis-à-vis des IDE chinois en Europe car nous savons qu'elle tente d'exercer ces types de leviers avec les Etats-Unis et la dette américaine.

➤ L'installation d'une concurrence déloyale

Finalement, le dernier point compromettant dans cet échange commercial est celui de la concurrence déloyale. Même si la RPC commence à réaliser des efforts en matière des droits

---

<sup>44</sup> Belt & Road initiatives

de l'homme et des travailleurs, la crainte d'une compétitivité trop dure est grandissante. L'Union européenne étant l'un des pôles d'exportations majeurs de la RPC, les entreprises européennes voient une concurrence injuste lorsque l'accès au marché européen est plus ouvert que le chinois quand nous savons que la Chine est l'un des pays les plus restrictifs en matière d'IDE (Hanneman, 2012).

Cependant, malgré toutes ces menaces, l'Union européenne décèle tout de même quelques opportunités dans cette nouvelle alliance et prend certaines mesures pour contrer l'avancée chinoise. Notamment le Traité de Lisbonne, qui permet à l'Union européenne de couvrir une partie des IDE et de les réguler. D'autre part, l'UE désire mettre en place un framework dans toute l'UE pour vérifier les IDE entrants sur base de la sécurité nationale des différents pays. Elle aimerait aussi développer un accord d'investissement bilatéral concret avec la RPC (Bickenbach & Lui, 2018). Les autres opportunités que nous pouvons déceler sont les suivantes :

- Le sauvetage ou la création de certains emplois comme dans le secteur de la construction avec la création du Belgium-Chine Technology Center<sup>45</sup>
- Un accès futur aux marchés chinois facilité par les antécédents commerciaux
- Un renforcement de l'économie dû à une augmentation de la compétitivité extérieure (Hanneman, 2012).

---

<sup>45</sup> Situé à Louvain-La-Neuve

## 2.6 Conclusion intermédiaire

Dans cette deuxième partie, nous nous sommes concentrés sur la République populaire de Chine, son histoire et son évolution.

Tout a commencé par les routes de la soie, elles sont le point d'ancrage de l'économie chinoise et la raison pour laquelle l'empire asiatique se développe à nouveau aujourd'hui. En prenant exemple sur ses ancêtres, la République populaire de Chine a mis en place une nouvelle stratégie avec de nouveaux objectifs : devenir la première puissance économique et politique mondiale d'ici 2049, l'anniversaire du centenaire du parti chinois.

Cet objectif ambitieux, ne pourrait être réalisé sans le développement des nouvelles routes de la soie. Celles-ci permettent à la République populaire de Chine d'effectuer des investissements un peu partout en Asie et en Europe afin de construire leur propre réseau de routes, voies ferrées et routes portuaires dans le monde. Cette nouvelle route de la soie, outre les bénéfices économiques qu'il en retourne, possède deux objectifs principaux : devenir la puissance dominante en Asie et puis dans le monde, et assurer la sécurité de son environnement extérieur pour conserver une stabilité régionale incertaine.

Néanmoins, pour en arriver là, la République populaire de Chine a dû se faire reconnaître et accepter sur la scène internationale au travers de l'Organisation Mondiale du Commerce. Des négociations longues et complexes lui ont permis, en 2001, d'accéder au cercle très convoité des pays membres de l'OMC. Cependant, encore à l'heure actuelle, une polémique subsiste quant à l'honnêteté et le maintien des promesses faites lors de son acceptation.

Après avoir procédé à une étude complète de son histoire et de son développement en tant que puissance économique mondiale, nous nous sommes penchés sur sa stratégie commerciale interne et externe et sa politique vis-à-vis des investissements directs étrangers. Nous avons pu remarquer que la République populaire de Chine a largement encouragé les investissements à l'étranger au début de sa croissance, néanmoins après s'être rendu compte que certaines entreprises, détenues par l'Etat, profitaient du système et des subsides versés par l'Etat pour les investissements étrangers, la République populaire de Chine a mis en place des lois restrictives sur les investissements sortants afin de favoriser son économie locale. Elle a aussi facilité l'accès à ses marchés pour les investisseurs étrangers. Cependant, ces accès restent à double tranchant car ils sont accompagnés d'une série d'obligations envers l'Etat chinois. Les entreprises qui désirent venir s'installer et investir en République populaire de Chine devront

transférer leurs technologies et une présence chinoise dans la direction sera obligatoire après un certain laps de temps. C'est une solution « win-win » pour les Chinois qui développent leur économie, tout en profitant des avancées technologiques extérieures.

Pour nous permettre de mieux comprendre les relations de la République populaire de Chine à l'internationale, nous avons décidé d'étudier et d'analyser deux cas pratiques : l'Inde et les Etats-Unis d'Amérique. Ces deux cas nous ont permis d'en apprendre plus sur la gestion des relations sino-internationales et sur les priorités chinoises futures.

Finalement, nous avons mis en avant les relations sino-européennes et les différentes raisons qui ont poussé la Chine à investir massivement dans l'UE. Bien que les menaces pour l'UE soient bien réelles, la République populaire de Chine voit une réelle opportunité s'offrir à elle sur le marché européen. La recherche de nouveaux actifs stratégiques allait donner à la République populaire de Chine assez de motivation pour se lancer à la conquête du vieux continent et de son marché unique. Le manque d'avancée technologique chinois et l'ouverture des marchés européens semblaient être une évidence pour le leader Xi Jinping qui décida de focaliser ses investissements étrangers sur l'Union européenne.

### **3 Etude de trois secteurs à enjeux majeurs dans la conquête chinoise**

Dans cette dernière partie, nous allons finalement recouper toutes les informations que nous avons analysées dans les deux parties précédentes pour étudier l'influence des investissements directs étrangers dans trois secteurs distincts.

Nous allons commencer par identifier un acteur majeur pour chaque secteur sélectionné et identifier sa croissance et ses investissements au cours des dernières années. Ensuite, nous récolterons des données relatives aux investissements directs étrangers chinois dans ces secteurs au sein de l'Union européenne. Nous montrerons les différentes conséquences de ces investissements et la façon dont les marchés se sont comportés.

Nous terminerons cette partie par un récapitulatif des secteurs et des différentes influences observées, tout en mettant en place des pistes d'améliorations futures pour l'Union européenne.

#### **3.1 Les télécommunications**

Le secteur des télécommunications, comme mentionné précédemment, est en constante évolution et toujours à la recherche des dernières avancées technologiques. C'est un secteur hautement concurrentiel et l'un des plus gros risques qu'il pose est lié à la cybersécurité. Aujourd'hui, la course à la 5G est le plus gros défi des acteurs dans le secteur des télécommunications. Afin d'illustrer nos propos, nous avons choisi de prendre le leader chinois en la matière, qui a énormément fait parler de lui ces derniers mois.

##### *3.1.1 Huawei*

Huawei Technologies Co. Ltd., plus communément appelé Huawei, a été créé en 1987 à Shenzhen en Chine. Ce leader en la matière est actif dans le secteur des technologies de l'information et de la communication<sup>46</sup>. Sa couverture, large dans plus de 170 pays, lui permet d'avoir accès aux marchés économiques du monde entier. Huawei se présente comme un service fournisseur de réseaux de télécommunications aux opérateurs à travers le monde, il possède des solutions intégrées dans quatre domaines clefs tels que l'informatique, les périphériques intelligents, les services cloud et les réseaux de télécommunication. Huawei n'est pas coté en bourse, car c'est une entreprise privée détenue par des stock-options et cela permet

---

<sup>46</sup> TIC

aux employés internes de l'entreprise de se sentir concernés par l'évolution et le bien-être de leur société (Huawei, 2019).

Huawei, bien que numéro 2 de l'industrie du smartphone en 2019, est très controversée de par sa politique en matière de sécurité et le lancement de son modèle 5G. La 5G, qui suit la 4G, est considérée par certains scientifiques comme une « technologie clé » pour le futur des télécommunications. Elle permettrait de bénéficier de débit de données de plusieurs gigabits par seconde, ce qui représenterait une vitesse 100 fois supérieure à notre rapidité actuelle. La 5G est considérée par certains comme indispensable pour le monde de demain, car elle rassemblerait tous les objets connectés ensemble pour ne former qu'un seul et même réseau (Xinhuanet, 2019). La ville de Monaco, participe déjà à cette révolution technologique via son partenariat entre Monaco Telecom et Huawei. Elle a d'ores et déjà, depuis juillet 2019, installé une couverture 5G sur l'ensemble de la principauté.

Néanmoins, le scepticisme des grandes puissances ne faiblit pas. Huawei est critiqué de vive voix par des puissances économiques telles que les Etats-Unis, l'Australie, l'Allemagne ou encore la France pour son manque de fiabilité et de sécurité. Les critiques mentionnent des soupçons d'espionnage industriel et de violation de la propriété intellectuelle de la part de Huawei au travers de ses réseaux 5G, elles parlent de corruption, de travail d'enfants et de non-respect de l'environnement. De plus, l'Union européenne a récemment déposé une plainte à l'OMC pour tentative de dumping de la part de Huawei sur l'Union européenne. L'UE reproche à la société chinoise de brader ses prix afin d'écouler ses produits au sein de ses Etats Membres (RTBF, 2019).

La société chinoise de télécommunications, qui mise énormément sur le lancement de la 5G et sur sa place parmi les leaders mondiaux, réfute ces accusations en se défendant du mieux qu'elle peut. Huawei a installé en novembre 2018, un laboratoire destiné à la recherche en matière de sécurité informatique dépendant du ministère fédéral allemand de l'intérieur et urge les pays avec qui elle tisse des relations de longue date, de ne pas suivre la voie des Etats-Unis et d'écouter leurs consommateurs. Pour Ryan Ding, directeur exécutif du board, Huawei s'est déjà bien développée avec plus de 50 contrats commerciaux à travers le monde, la 5G est en train de croître rapidement et sa commercialisation est adoptée un petit peu plus chaque jour (Huawei, 2019).

Ce qui reste très clair, est que l'entreprise de télécommunications chinoise ne s'arrêtera pas là. Son partenariat avec China Telecom lui permet de continuer à collaborer étroitement dans

l'innovation technologique, le développement industriel et la promotion de la 5G. Huawei continuera d'étendre sa supériorité technologique dans le même monde malgré les différentes menaces d'embargo qui se créent dans différents pays (Huawei, 2019).

Le marché des télécommunications dans l'Union européenne est aujourd'hui réparti entre quatre acteurs distincts, Huawei (28%), ZTE (10%), Nokia (25%) et Ericsson (25%). La République populaire de Chine, par le biais de ses entreprises, contrôle donc quasiment 40% du marché européen des télécommunications. Vu les avancées technologiques des acteurs chinois, des experts estiment qu'interdire l'accès à Huawei dans l'Union européenne pour la 5G reviendrait à une amende de 55 milliards d'euros et 18 mois de retard (AFP, 2019). Ce géant chinois est donc devenu indispensable à l'Union européenne. Son chiffre d'affaires de 105,191 milliards d'euros globalement et de 26,536 milliards d'euros uniquement dans l'EMEA fait d'elle un acteur majeur du marché européen (Huawei, 2019).

## **3.2 Les batteries et les métaux rares**

Le second secteur dont nous allons parler ici est celui des batteries. Les batteries, sont fabriquées à partir d'accumulateurs qui sont eux-mêmes composés de cellules Lithium-ion. Le Lithium-ion, qui est un composant clef pour la production d'une batterie rechargeable est le nouveau pétrole du monde. Désormais, toutes les puissances économiques du monde cherchent à s'autosatisfaire et à se détacher du monopole chinois dans ce secteur. En effet, la République populaire de Chine abrite deux tiers des capacités de production mondiale des ressources et assure un quart de l'offre planétaire.

### *3.2.1 CATL*

Contemporary Ampeerex Technology Ltd, ce nom ne vous dit peut-être rien et pourtant il devrait. Cette entreprise, créée à partir de la fusion entre TDK et ATL en 2011 par Zeng Yuqun est rapidement devenue prospère grâce à son fondateur. Zeng Yuqun qui sentait le vent tourner, s'est lancé dans la création d'une entreprise entièrement dédiée aux batteries électriques pour le secteur automobile. Il a profité des avancées technologiques de TDK suite à la fusion et lorsqu'il a vu son plan stratégique se confirmer, il a tout simplement isolé CATL des deux autres. CATL est devenue leader sur le marché des batteries après être passé en bourse en juin 2018 et avoir multiplié la valeur de ses actions de 44% en un jour (LesEchos, 2018). Cette

entreprise localisée à Ningde dans le Fujian chinois est désormais estimée à 10 milliards d'euros en Bourse, elle profite non seulement d'un marché intérieur impressionnant mais aussi d'une aide de l'Etat sans limite. Ceux-ci, ayant pour objectif le leadership sur le marché des batteries de demain, impose aux constructeurs étrangers localisés en Chine l'usage des composants locaux.

De plus, CATL se développe et s'étend de manière exponentielle à travers le monde, elle a déjà investi en Australie et au Congo en prenant le contrôle de mine de cobalt ou autres matières premières nécessaires à la construction de batteries rechargeables (LesEchos, 2019).

Au niveau de l'Union européenne, c'est le même combat. Les constructeurs automobiles refusent de produire leurs batteries eux-mêmes afin de pouvoir bénéficier du choix des avancées technologiques. Il est donc primordial pour eux de bénéficier de plusieurs fournisseurs. Ce secteur pourrait atteindre 45 milliards d'euros dans le monde d'ici 2027 dont 20 à 30% uniquement en Europe. Ce constat du Boston Consulting Group motive d'autant plus Pekin et CATL à investir dans l'Union européenne (Capital, 2019)

Le fabricant chinois, après avoir contribué massivement dans les investissements en Australie et au Congo, décide de s'attaquer à l'Union européenne. Il va commencer par l'Allemagne, où il a effectué le plus grand investissement « greenfield » que l'Allemagne n'ait jamais connu<sup>47</sup> en démarrant la construction d'une usine géante de batteries pour la marque de renommée, BMW (LesEchos, 2019).

### **3.3 L'e-commerce**

Le dernier secteur que nous allons aborder est sans doute le plus connu aux yeux du grand public. Le commerce en ligne, appelé aussi e-commerce, a fait vivre des millions de chinois grâce à un entrepreneur, Jack Ma. Selon la Gentleman Marketing Agency, le retail décroît de 10% chaque année alors que les ventes en ligne augmentent de 20%. Une ère nouvelle est donc arrivée sur le marché chinois et les entrepreneurs y voient un potentiel conséquent (GMA, 2019).

Le commerce en ligne, lors de ses débuts en Chine, n'était pas régulé car l'Etat fermait les yeux sur le développement et les nouveautés pouvant faciliter la croissance de la République

---

<sup>47</sup> 272 milliards d'euros

populaire de Chine. Néanmoins, alors que les ventes de biens en ligne représentent désormais 18,4% dans le pays, l'Etat s'est rendu compte qu'il fallait régulariser ce secteur et imposer des sanctions aux nombreux vendeurs illégaux présents en ligne. C'est à partir de ce moment-là, janvier 2019, que des entrepreneurs tels que Jack Ma, ont vu le potentiel du marché extérieur et se sont décidés à tourner leur regard vers le monde (LeMonde, 2019).

### 3.3.1 *Alibaba*

Alibaba, ce géant de l'e-commerce a été fondé en 1999 par 18 personnes et est dirigé par Jack Ma. Les idéologies du fondateur lui laissaient penser qu'Internet allait révolutionner la façon dont les petites et moyennes entreprises auraient accès aux nouvelles technologies et innovations. Tout ceci allait leur permettre de s'imposer sur la scène locale comme internationale. La mission première de ce mastodonte : Faciliter le transport et le commerce de marchandises provenant des quatre coins du globe. Sa présence dans plus de 200 pays et régions du monde lui accordent une main mise quasi totale<sup>48</sup> du marché chinois de l'e-commerce et une marge bénéficiaire allant jusqu'à 10.2 milliards<sup>49</sup>. De plus, leur acquisition de 33% d'Ant Financial, une plateforme de service financier et de paiements en ligne, leur permet d'offrir un service de qualité à tous leurs utilisateurs<sup>50</sup> quotidiens de la plateforme.

Ce géant chinois a donc décidé d'implémenter son premier HUB européen à l'aéroport de Liège. Ce sera donc désormais le point commun entre Hong Kong, Kuala Lumpur, Dubaï, Moscou et Liège : être l'un des rouages principaux du réseau mondial de transport et livraison de Cainiao, le bras logistique d'Alibaba.

La venue de cet acteur colossal dans l'e-commerce mondial fait partie d'un plan stratégique visant bien plus large que la Belgique. En effet, une grosse majorité du marché européen ne peut être desservi en provenance de la Chine et les frais de transports aériens deviennent coûteux, et néfastes dans un environnement de plus en plus soucieux vis-à-vis de la provenance de ses articles. (Vandooren, 2018)

La venue d'Alibaba en Europe, et plus particulièrement en Belgique, c'est aussi l'arrivée de nombreux acteurs chinois mais également l'opportunité d'une collaboration étroite entre les entreprises occidentales et l'orient. Depuis son arrivée, l'AWEX témoigne d'un accroissement des demandes belges pour une coopération avec le géant chinois. De l'autre côté, cette ouverture

---

<sup>48</sup> 90%

<sup>49</sup> En dollars américains

<sup>50</sup> Acheteurs & Vendeurs

du marché sino-européen permet à des hommes d'affaires chinois de choisir la Belgique comme point de départ. L'opérateur ferroviaire, ZIH, qui permet la liaison entre Liège et Zhengzhou va encourager de nombreuses petites et moyennes entreprises à se lancer dans l'exportation vers la Chine au travers d'Alibaba. Tous ces avions et trains qui retourneront vers une classe moyenne chinoise consommatrice de produits belges et européens sont une aubaine pour ces entrepreneurs. (Lefèvre, 2018)

Alibaba en Belgique<sup>51</sup>, c'est un investissement financier créateur de plusieurs centaines d'emplois directs qui pourraient, au fur et à mesure, s'élargir en plusieurs milliers. C'est le début d'une force chinoise qui étend petit à petit ses racines au cœur d'une Europe déstabilisée. (Belga,2018)

Le marché de l'E-Commerce dans l'Union européenne, c'est une augmentation de 11% en 2017 avec 534 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Ce secteur qui est prédit d'augmenter encore de +/- 13% en 2019 pour atteindre 688 milliards en 2020 est en pleine expansion. Il y a 5 ans, il se trouvait encore à 307 milliards d'euros de chiffre d'affaires (D'Henry, 2018). La croissance soutenue de ce secteur est sans doute la raison de son attractivité, Amazon, Ebay et Aliexpress sont déjà bien implantés dans l'Union européenne. Cependant, ce nouvel acteur qu'est Alibaba, avec ses 56,15 milliards de dollars de chiffre d'affaires et sa croissance de 51% en 2019, a bien cerné l'opportunité grandissante dans l'Union européenne (Alibaba Group, 2019).

### **3.4 Evolution des investissements directs étrangers chinois dans nos différents secteurs**

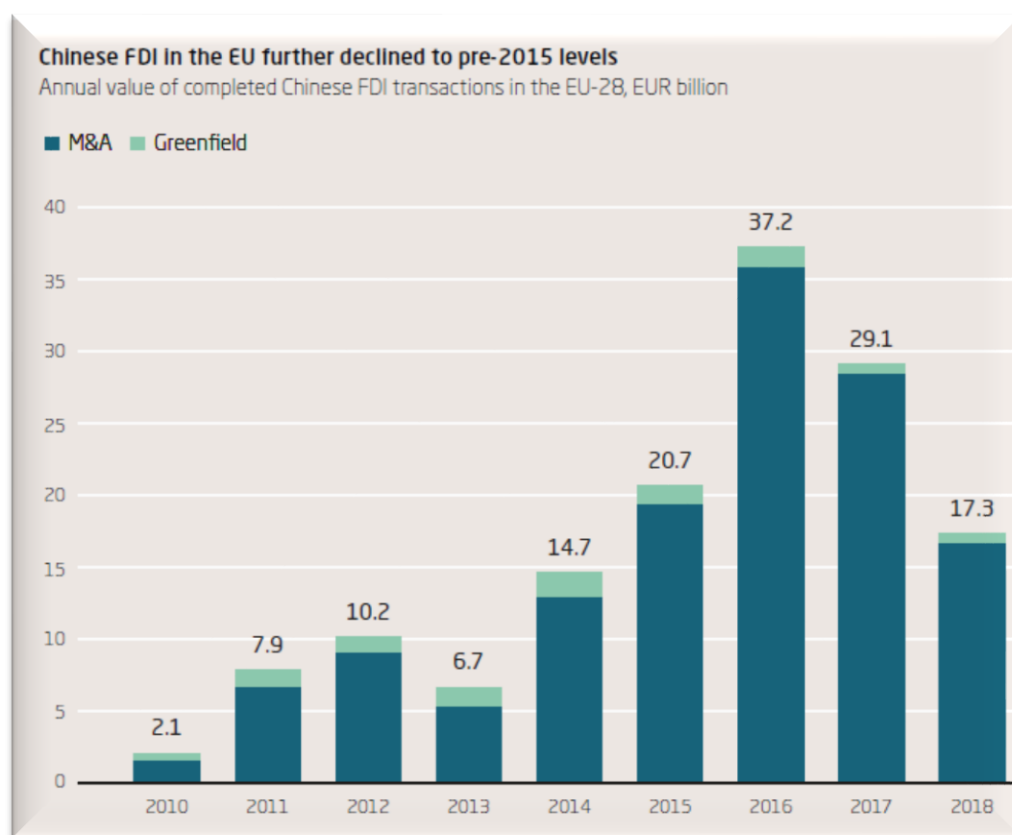
Dans cette dernière partie, nous allons effectuer un rappel des investissements directs étrangers chinois dans l'Union européenne, en mettant en avant nos trois secteurs mentionnés ci-dessus. Tout d'abord, les données traitant de sujet chinois pouvant être aisément biaisées, nous avons décidé de focaliser notre étude sur les données apportées par le *Rhodium Group* et le *Mercator Institute for China Studies*. Ces deux groupes effectuant des analyses diverses sur la Chine et d'autres pays sont relativement fiables, nous pouvons donc utiliser ces données avec un taux de confiance suffisant.

---

<sup>51</sup> Et en Europe

Premièrement, le graphique<sup>52</sup> intitulé « Cumulative Chinese FDI in the EU has now caught up with EU FDI in China », nous prouve que la somme cumulée des investissements directs étrangers chinois et européens est désormais équivalente. Nous pouvons observer que l'Union européenne a conservé une croissance constante pour atteindre les 132 milliards d'IDE en Chine, là où la Chine a triplé de volume de 2014 à 2017 (Hanemann, Rhodium Group, Huotari, & MERICS, 2018). Ensuite, le schéma « *Chinese FDI transactions in the EU by country* » qui reprend tous les IDE chinois effectués dans l'Union européenne depuis 2000 nous démontre que les Chinois ont centralisé leurs efforts sur quatre pays majeurs : le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et l'Italie avec un record pour le Royaume-Uni de 46,9 milliards d'euros jusqu'en 2018. Finalement, en regardant le graphe ci-dessous, nous pouvons observer la répartition des IDE chinois entre les « greenfield » et les « acquisitions ». Ce graphique nous démontre que les Chinois ont effectué une majorité d'acquisitions ces dernières années mais aussi que le pourcentage d'IDE réalisés vers l'Union européenne est en très nette diminution depuis 2016 (Hanemann, Huotari, & Kratz, 2019).

Graphe 13. *Chinese FDI in the EU further declined to pre-2015 levels*



Source : Rhodium Group (2019)

<sup>52</sup> Annexe 10: Cumulative Chinese FDI in the EU has now caught up with EU FDI in China

Nous allons maintenant nous intéresser à la répartition de ces investissements directs étrangers au sein des différents secteurs d'activités. Pour rappel, ces trois secteurs sont les télécommunications, les batteries et l'E-Commerce.

Dans le graphe intitulé « *Two-way EU-China FDI dynamics by sector* »<sup>53</sup>, nous retrouvons une analyse de tous les IDE par secteur. Nous allons commencer par celui des batteries, qui est lié au secteur automobile. Dans ce secteur, les IDE chinois ont commencé à être importants en 2015, lorsqu'ils avoisinaient les +/- 7,5 milliards d'euros. Cependant, la RPC a très vite pénalisé les entreprises qui investissaient dans ce secteur à l'étranger et les IDE sont donc retombés très rapidement en dessous des 2 milliards d'euros. Désormais, les investissements européens sont deux fois plus importants en Chine que l'inverse (Hanemann, Rhodium Group, Huotari, & MERICS, 2018).

Ensuite, vient le secteur des produits et services de consommation avec l'e-commerce. Suite à notre analyse du même graphique<sup>54</sup>, nous remarquons que les IDE chinois dans l'Union européenne sont restés faibles jusqu'en 2016. Cette année-là, nous avons constaté une croissance majeure des IDE chinois vers l'UE avec plus de 1 500 millions d'euros cumulés. Néanmoins, les IDE sont immédiatement redescendus à 70 millions l'année d'après pour des raisons identiques à celles mentionnées ci-dessus. L'Union européenne quant à elle, varie dans ses investissements directs étrangers mais connaît une diminution au cours des trois dernières années pour finalement atteindre 265 millions d'euros d'IDE en 2017 (Hanemann, Rhodium Group, Huotari, & MERICS, 2018).

Troisièmement, notre dernier point reprend le secteur des télécommunications. Dans le graphique<sup>55</sup>, nous retrouvons l'industrie des technologies de l'information et de la communication (ICT) dont le secteur des télécommunications fait partie. Après une analyse détaillée, il est évident que ce secteur a eu une croissance relativement rapide à partir de 2015. La RPC a investi jusqu'à 12 milliards d'euros en 2016. Cependant, les investissements directs étrangers chinois ont triplement diminué l'année suivante. Quant à l'Union européenne, ses investissements directs étrangers vers la Chine sont faibles voir quasiment nul depuis les années 2000 (Hanemann, Rhodium Group, Huotari, & MERICS, 2018).

---

<sup>53</sup> Annexe 11 : Investissements directs étrangers européens et chinois par secteur de 2000 à 2017

<sup>54</sup> Annexe 11 : Investissements directs étrangers européens et chinois par secteur de 2000 à 2017

<sup>55</sup> Annexe 11 : Investissements directs étrangers européens et chinois par secteur de 2000 à 2017

Enfin, cette analyse des trois secteurs nous aura permis d'avoir une vue d'ensemble sur les acteurs chinois principaux et sur leurs actions futures. Nous avons pu observer que les investissements directs étrangers chinois dans l'Union européenne étaient en diminution, cependant même si les flux d'IDE diminuent, les stocks quant à eux restent conséquents. Nous allons donc, dans la prochaine partie, émettre des conclusions quant à l'influence des investissements directs étrangers chinois sur le comportement de l'Union européenne et tenter de formuler de possibles pistes d'actions pour le futur.

## 4 Conclusion

Après une analyse approfondie de ce sujet, nous allons pouvoir émettre des conclusions par rapport à notre question de recherche. Le but de ce travail était de découvrir : « *La République populaire de Chine et la Nouvelle route de la soie : Quelle influence ont les investissements directs étrangers chinois sur l'économie européenne d'aujourd'hui ?* ». Au terme de ce travail, force est de constater que la République populaire de Chine est sur la bonne voie pour développer ses routes de la soie. Néanmoins, nous avons pu constater que l'Union européenne se réveillait petit à petit et mettait en place des actions concrètes pour concurrencer la montée en puissance de cette nation.

Tout d'abord, nous avons pu remarquer différents points vis-à-vis de l'Union européenne. Force est de constater que la division au sein des Etats Membres rend l'unification autour d'un même projet fastidieux, de plus les différences culturelles qui règnent au sein de l'Union européenne ne rendent pas la mission aisée. Néanmoins, nous avons pu remarquer que depuis quelques années, elle se réveille tout doucement et prend conscience des enjeux pour les générations et l'économie future. Elle commence à développer une mentalité protectionniste vis-à-vis de la République populaire de Chine et à mettre en place des systèmes permettant de filtrer les investissements étrangers. Sa mise en place d'actions long terme pour concurrencer la montée en puissance chinoise est un bon début mais il lui faudra mettre tous les Etats Membres sur le même pied d'égalité afin d'obtenir une avancée commune conséquente.

Après avoir tiré nos conclusions sur l'état de l'Union européenne, focalisons-nous sur le cas de la République populaire de Chine. Cette nation, qui s'est ouverte au monde afin d'en prendre le contrôle d'ici 2049, n'a cessé de nous impressionner tout au long de ce travail. Dans ses débuts, nous retrouvons une « nouvelle Chine » qui ne pense qu'à s'ouvrir vers le monde, construire ses routes de la soie à nouveau, développer ses relations avec ses voisins et offrir ses services aux pays en voie de développement. Bien évidemment, dans toutes ces actions, elle y voit un plan à l'échelle mondiale, des acquisitions à travers le monde lui permettront de contrôler les routes maritimes, aériennes et ferroviaires mais lui assureront aussi une dépendance des autres. Cependant, après avoir laissé toutes les entreprises de l'Etat investir partout dans le monde, elle s'est rendu compte que les entreprises s'endettaient et qu'il était temps de récupérer un certain contrôle. La montée du protectionnisme chinois est alors apparue, les entreprises ne pouvaient plus investir à l'étranger que dans des secteurs bien définis, où elles ne possèdent pas encore d'avantage économique, sous peine de sanctions graves émanant

directement du gouvernement. La République populaire de Chine recherchait à solidifier son économie interne pour conserver une stabilité dans les régions économiquement en difficulté et instables. Pour continuer à bénéficier d'une avancée internationale, la République populaire de Chine décida alors de faciliter son accès à ses marchés et aux investissements directs étrangers. La contrepartie, étant le partage des technologies et la mise au pouvoir d'une direction chinoise après un certains nombres d'années. Une situation bénéfique pour les Chinois était donc mise en place.

Afin de corroborer nos premières analyses, il est important d'émettre un avis critique sur leurs évolutions respectives. Le sujet de notre travail ayant été approfondi au travers de ceux-ci, il semble évident que nous sachions retirer un avis critique de leurs évolutions respectives.

Premièrement, le secteur le moins controversé et impacté des trois, l'e-commerce. En effet, bien que la République populaire de Chine impose de plus en plus sa supériorité sur l'Union européenne avec Alibaba et sa succursale Aliexpress, l'Union européenne n'émet pas de réserve sur cette avancée et ne pousse pas son marché interne au développement. De plus, très peu de barrières à l'entrée sont retrouvées dans ce secteur depuis que l'UE a autorisé les échanges transfrontaliers.

Deuxièmement, un secteur qui est actuellement en pleine croissance et qui bouge rapidement, les batteries et les matières premières. Ce secteur, comme nous l'avons vu dans ce travail, est devenu prisé avec l'apparition des batteries électriques rechargeables et des accumulateurs nécessaires à la construction de celles-ci. Ces accumulateurs sont composés de différentes matières premières et « terres rares » qui sont, elles, détenues en majorité par la République populaire de Chine. La nouvelle génération qui se développe tend vers un monde plus vert et écologique, les batteries rechargeables sont donc indispensables pour la prospérité des entreprises automobiles futures. Là est le défi que l'Union européenne a détecté, avec son marché automobile conséquent, les batteries rechargeables sont l'avenir de ce secteur. Néanmoins, comme mentionné précédemment, la République populaire de Chine détient la majorité des ressources nécessaires à la construction actuelle des batteries. L'Union européenne, après avoir analysé le marché des « terres rares », s'est rendue compte de son retard et a commencé à mettre des mesures en place. Son objectif face aux investissements directs étrangers chinois est de devenir autonome, de développer son propre réseau et son marché interne en formant une coalition au sein de l'Union européenne. Comme expliqué dans ce travail, l'UE est divisée face aux actions chinoises et aux ambitions de la route de la soie, néanmoins vu la menace de la domination chinoise dans le secteur des matières premières et

des batteries, elle est parvenue à définir une stratégie et une vision commune et à définir un plan d'action.

Troisièmement, un secteur qui fait beaucoup parler de lui dernièrement, les télécommunications. Ce secteur est entré dans une phase importante avec le lancement de la 5<sup>ème</sup> génération. Cette technologie qui permettra de faire communiquer une multitude de données entre elles et de connecter nos ménages tous ensemble via l'Internet of Things (IoT). Le problème majeur soulevé par la communauté internationale vis-à-vis des chinois à l'heure actuelle est celui de la sécurité. En effet, Huawei qui possède 30% des parts de marchés dans l'Union européenne est l'acteur qui apporte cette révolution dans nos pays. Sans l'aide des entreprises chinoises comme Huawei ou ZTE, et même si les entreprises européennes comme Ericsson ou Nokia sont bien avancées dans la technologie 5G, l'Union européenne souffrirait d'un retard technologique catastrophique sur les autres nations. De plus, il y aura toujours un acteur pour accepter des deals avec les entreprises chinoises plutôt qu'euroennes pour des raisons économiques (V. Deplasse, interview téléphonique, 06 août, 2019)<sup>56</sup>. Néanmoins, ce problème de cybersécurité reste majeur pour le marché européen et crée des tensions et des blocages de l'autre côté de l'Atlantique. L'Union européenne devrait appliquer le mode de fonctionnement développé dans le secteur des matières premières au secteur des télécommunications, ... En effet, afin de se détacher de la dépendance chinoise au niveau des équipementiers de télécommunications, l'Union européenne devrait mettre en place différents systèmes tels que l'application du règlement général sur la protection des données (RGPD) et des mesures de sécurité similaires afin d'unifier ses Etats Membres sur la question. Finalement, chaque secteur devrait prévoir d'installer des mesures préventives personnalisées pour éviter les éventuelles failles de sécurité. L'Union européenne peut donc décider d'aller de l'avant avec ou sans la Chine, mais quoiqu'il en soit, la Chine continuera d'avancer (V. Deplasse, interview, 06 août, 2019).

En réalisant ce travail, nous avons pu identifier certaines limites. La République populaire de Chine étant un pays sous un régime communiste, l'obtention de données non biaisées reste délicate. N'ayant pas eu accès à toutes les données non-biaisées espérées, il est probable que certains aspects économiques restent plus globaux. Ensuite, le sujet que nous traitons n'est pas figé dans le temps, il est en constante évolution et des fractures peuvent se produire à n'importe quel instant. Il nous faut donc prendre en compte les dernières informations et essayer

---

<sup>56</sup> Annexe 12 : *Interview téléphonique avec Vincent Deplasse*

de rester cohérent vis-à-vis de l'actualité en mouvement perpétuel. Nous avons pris en compte et émis des hypothèses sur base d'une politique protectionniste chinoise qui cesserait d'augmenter, or nous avons bien vu par le passé que cette nation était capable de changements imprévisibles. Finalement, les différentes relations internationales de la Chine, et principalement celle avec les Etats-Unis sont une limite importante. En effet, ces relations changent constamment et nous avons donc dû nous adapter en effectuant des hypothèses sur les mouvements futurs afin de tirer nos conclusions. Or, nous savons que la position des Etats-Unis vis-à-vis de la Chine est très instable et pourrait amener des résultats complètement différents.

La seule certitude que nous avons aujourd'hui, est de dire que les investissements directs étrangers chinois ont fortement influencé l'Union européenne. Ils ont permis à l'UE de faire face à un problème grandissant, celui de la concurrence chinoise, et de prendre des mesures adéquates afin de ne pas perdre le contrôle. Des questions restent cependant sans réponse, comme : Comment la relation entre les Etats-Unis et la Chine va-t-elle évoluer ? Quelles conséquences pour le secteur des télécommunications ? Quelles vont être les répercussions de cette nouvelle « course » aux batteries rechargeables ? Comment l'alliance pour les batteries va-t-elle évoluer au sein d'une Union européenne plus divisée que jamais ? Quelles sont les prochaines ambitions de Xi Jinping pour ses routes de la soie ? ...

Pour terminer, nous pouvons dire que les investissements directs étrangers sont des outils bénéfiques aux économies. Ils leur permettent de développer leurs réseaux et technologies à travers le monde tout en améliorant la qualité de vie dans le pays hôte. Une chose est certaine, les investissements directs étrangers font partie intégrante de la dynamique économique d'aujourd'hui et de demain.

## 5 Bibliographie

- Afonso, P. (2018). *Les Nouvelles routes de la soie*. Louvain-La-Neuve: CIACO.
- AFP. (2019, Mai 11). *La détérioration de la relation USA-Chine risque de conduire le monde vers des fractures incertaines*. Récupéré sur Le Vif: [https://www.levif.be/actualite/international/la-deterioration-de-la-relation-usa-chine-risque-de-conduire-le-monde-vers-des-fractures-incertaines/article-normal-1136143.html?cookie\\_check=1561731554](https://www.levif.be/actualite/international/la-deterioration-de-la-relation-usa-chine-risque-de-conduire-le-monde-vers-des-fractures-incertaines/article-normal-1136143.html?cookie_check=1561731554)
- AFP. (2019, Juin 07). *Les opérateurs télécoms s'inquiète d'une éventuelle interdiction de Huawei en Europe*. Récupéré sur 7sur7: <https://www.7sur7.be/tech/les-operateurs-telecoms-s-inquiete-d-une-eventuelle-interdiction-de-huawei-en-europe~a87e9cbc/>
- AFP. (2019, Mai 22). *Les terres rares, "arme stratégique" de Pékin dans la guerre commerciale*. Récupéré sur Le Temps: <https://www.letemps.ch/economie/terres-rares-arme-strategique-pekkin-guerre-commerciale>
- AFP. (2019, Janvier 28). *L'OMC va enquêter sur les taxes américaines visant la Chine*. Récupéré sur La Libre: <https://www.lalibre.be/economie/conjoncture/l-omc-va-enqueter-sur-les-taxes-americaines-visant-la-chine-5c4f2a9e7b50a6072419993b>
- Alibaba Group. (2019). *March Quarter 2019 and Full Fiscal Year 2019 Results*. Récupéré sur Alibaba: <http://www.alibaba.com>
- André, M. C. (2018, Juillet). *La politique commerciale extérieure de l'Union européenne : une analyse des barrières aux échanges. Bulletin de l'Observatoire des politiques économiques en Europe*.
- Arzt, R. (2019, Juin 07). *Chine et Etats-Unis, 75 ans de relations compliquées*. Récupéré sur Slate: <http://www.slate.fr/story/178089/etats-unis-chine-relations-75-ans-guerre-commerciale-donald-trump-xi-jinping>
- Bain & Co. (2017). *Le marché mondial des produits de luxe repart à la hausse, et atteint une valeur record de 262 milliards d'euros en 2017*.
- Baker, G. (2019, Avril 22). *Bataille des batteries auto : Face à la chine, e réveil douloureux de l'Europe*. Récupéré sur Capital: <https://www.capital.fr/entreprises-marches/bataille-des-batteries-auto-face-a-la-chine-le-reveil-douloureux-de-leurope-1335904>

- Belga. (2018, décembre 05). *Alibaba favorise les forces de l'e-commerce en Belgique*. Récupéré sur Trends: <https://trends.levif.be/economie/entreprises/alibaba-valorise-les-forces-de-l-e-commerce-en-belgique/article-normal-1063195.html>
- Belga. (2019, Juillet 26). *Guerre commerciale USA-Chine- Pékin veut attendre les présidentielles américaines de 2020*. Récupéré sur Métro: <https://fr.metrotime.be/2019/07/26/news/guerre-commerciale-usa-chine-pekkin-veut-attendre-les-presidentielles-americales-de-2020/>
- Berns, D. (2019, Mai 30). *Pékin menace de lancer la guerre des métaux rares*. Récupéré sur Le Soir: <https://plus.lesoir.be/227931/article/2019-05-30/pekkin-menace-de-lancer-la-guerre-des-metaux-rares>
- Bickenbach , F., & Liu, W.-H. (2018). *CESifo Forum*, pp. 15-22.
- Boisseau du Rocher, S., & Dubois De Prisque, E. (2019). *La Chine e(s)t le monde : Essai sur la sino-mondialisation*. Paris: Odile Jacob.
- Bouissou, J. (2019, Juillet 23). *Guerre commerciale: la Chine esquisse quelques gestes timides en direction des Etats-Unis*. Récupéré sur Le Monde: [https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/07/23/guerre-commerciale-la-chine-esquisse-quelques-gestes-timides-en-direction-des-etats-unis\\_5492447\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/07/23/guerre-commerciale-la-chine-esquisse-quelques-gestes-timides-en-direction-des-etats-unis_5492447_3234.html)
- Boutelet, C., & Béziat, E. (2019, Juin 23). *Batteries électriques: l'Europe sonne la charge*. Récupéré sur Le Monde: [https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/06/23/batteries-electriques-l-europe-sonne-la-charge\\_5480387\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/06/23/batteries-electriques-l-europe-sonne-la-charge_5480387_3234.html)
- Bulard, M. (2018, Octobre). *Chine - Etats-Unis, où s'arrêtera l'escalade ? Le Monde Diplomatique*, pp. 1-4-5.
- Business and Co. (2018, Mars 13). *La place de la Chine dans l'économie mondiale*. Récupéré sur Business and Co: <https://www.business-and-co.com/actualites/la-place-de-la-chine-dans-leconomie-mondiale/>
- Candau, M. (2019, Juillet 03). *L'UE se mobilise face au monopole chinois sur les terres rares*. Récupéré sur Euractiv: <https://www.euractiv.fr/section/energie/news/europe-takes-on-chinas-global-dominance-of-rare-earth-metals/444401/>

- Casteban, J.-P. (2002). L'accèsion de la Chine à l'OMC : un tournant historique ? *Perspectives Chinoises*, pp. 4-6.
- CATL. (2019, Juillet 15). *CATL*. Récupéré sur CATL: <http://www.catlbattery.com/en/>
- China's minister of commerce. (2018). *Base de données*. Récupéré sur MOFCOM: <http://french.mofcom.gov.cn/>
- Commission des communautés européennes. (2008). *Initiative "matières premières"*. Parlement européen.
- Commission européenne. (2014, mai 26). *Communiqué de presse*. Récupéré sur Base de données: [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-14-599\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-14-599_fr.htm)
- Commission européenne. (2017, Juin 26). *Rapport: Montée du protectionnisme: l'UE réussit à faire tomber des barrières*. Récupéré sur Communiqués de presse: [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-17-1765\\_fr.htm?locale=FR](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-1765_fr.htm?locale=FR)
- Commission européenne. (2018, Février 24). *EU and WTO*. Récupéré sur Policy: <http://ec.europa.eu/trade/policy/eu-and-wto/>
- Commission européenne. (2018, octobre 15). *Q & A Alliance européenne pour les batteries*. Récupéré sur Base de données : [http://europa.eu/rapid/press-release\\_MEMO-18-6113\\_fr.htm?locale=FR](http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-18-6113_fr.htm?locale=FR)
- Commission européenne. (2018, Juillet 16). *Sommet UE-Chine: approfondir le partenariat stratégique global*. Récupéré sur Communiqué de presse: [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-18-4521\\_fr.htm?locale=FR](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-18-4521_fr.htm?locale=FR)
- Commission européenne. (2019, Avril 09). *Le président Juncker au sommet UE-Chine*. Récupéré sur Commission européenne: [https://ec.europa.eu/commission/news/president-juncker-eu-china-summit-2019-apr-09\\_fr](https://ec.europa.eu/commission/news/president-juncker-eu-china-summit-2019-apr-09_fr)
- Commission européenne. (2019, Juin 07). *Services de télécommunication*. Récupéré sur Union européenne: [https://europa.eu/youreurope/citizens/consumers/internet-telecoms/telecommunication-services/index\\_fr.htm](https://europa.eu/youreurope/citizens/consumers/internet-telecoms/telecommunication-services/index_fr.htm)
- Commission européenne. (2019, Aout 04). *Statistics*. Récupéré sur Countries and regions: <http://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/statistics/>

- Conseil de l'UE. (2018, Novembre 20). *Filtrage des investissements: un accord politique a été trouvé sur un cadre de l'UE*. Récupéré sur Communiqué de presse: <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2018/11/20/screening-of-investments-political-agreement-reached-on-an-eu-framework/>
- Conseil de l'Union européenne. (2019, Juillet 01). *Accords commerciaux de l'UE*. Récupéré sur Conseil européen: <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/trade-policy/trade-agreements/>
- Conseil européen. (2018, Novembre 21). *Politique commerciale de l'UE*. Récupéré sur Conseil européen: <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/trade-policy/>
- Conseil européen. (2019, Juin 25). *Code des communications électroniques*. Récupéré sur Conseil européen: <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/electronic-communications-code/>
- Conseil européen. (2019, Mars 22). Conseil européen. Bruxelles.
- Cornélis, C. (2016). *La "stratégisation" des terres rares par l'Union européenne*. Récupéré sur Academia: [https://www.academia.edu/34486705/La\\_strat%C3%A9gisation\\_des\\_terres\\_rares\\_par\\_l\\_Union\\_europ%C3%A9enne](https://www.academia.edu/34486705/La_strat%C3%A9gisation_des_terres_rares_par_l_Union_europ%C3%A9enne)
- Curien, N. (2001, Février). La libéralisation des télécommunications en Europe. *Métropolis*, pp. 28-35.
- Damman, J. (2018). *Chinese Foreign Direct Investments in Belgium : the impact on the Belgian Economy and the response from the different actors*. Louvain-La-Neuve: Louvain School of Management.
- Data, W. B. (2019, Juillet). *Données*. Récupéré sur World Bank Open Data: <https://donnees.banquemondiale.org/>
- Detroy, F. (2017, Septembre). Un atout géopolitique pour la Russie. *Le Monde diplomatique*, pp. 8-9.
- D'Henry, B. (2018, Juillet 04). *534 milliards d'euros pour le e-commerce en Europe en 2017*. Récupéré sur sensefuel: <https://blog.sensefuel.com/534-milliards-deuros-pour-le-e-commerce-en-europe-en-2017>

- Dufour, F. (2019, Aout 01). *Huawei toujours numéro 2 malgré les sanctions américaines*. Récupéré sur RTBF: [https://www.rtb.be/tendance/techno/detail\\_huawei-toujours-numero-2-malgre-les-sanctions-americaines?id=10283256](https://www.rtb.be/tendance/techno/detail_huawei-toujours-numero-2-malgre-les-sanctions-americaines?id=10283256)
- Dunford, M. (2007, Avril). Le développement économique en Europe depuis 1950. *L'information géographique*, pp. 68-99.
- Esposito, M.-C. (2013, Mars). La véritable histoire de la crise financière 2008. *Outre-Terre*, pp. 127-158.
- EUROSTAT. (2019, Juillet). *About Eurostat*. Récupéré sur EUROSTAT: <https://ec.europa.eu/eurostat/about/overview>
- Frankopan, P. (2015). *Les routes de la soie : Histoire du coeur du monde*. Bruxelles: Nevicata.
- Frankopan, P. (2018). *Les nouvelles routes de la soie : l'émergence d'un nouveau monde*. Bruxelles: Nevicata.
- French.china.org. (2018, Janvier 21). *Forte croissance en vue pour l'économie chinoise en 2018*. Récupéré sur French.china: [http://french.china.org.cn/business/txt/2018-01/21/content\\_50262485.htm](http://french.china.org.cn/business/txt/2018-01/21/content_50262485.htm)
- Gaston-Breton. (2013, aout 09). *La route de la soie, là où la mondialisation a commencé*. Récupéré sur Les Echos: [https://www.lesechos.fr/09/08/2013/LesEchos/21497-039-ECH\\_la-route-de-la-soie--la-ou-la-mondialisation-a-commence.htm](https://www.lesechos.fr/09/08/2013/LesEchos/21497-039-ECH_la-route-de-la-soie--la-ou-la-mondialisation-a-commence.htm)
- Godement, F. (2019, Mars). Réforme de l'OMC: Une Chine réticente. *China Trends*.
- Gouëset, C. (2018, Février 08). *Comment la Chine s'installe en Europe via les pays les plus fragiles*. Récupéré sur L'Express: [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/comment-la-chine-s-installe-en-europe-via-les-pays-les-plus-fragiles\\_1983048.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/comment-la-chine-s-installe-en-europe-via-les-pays-les-plus-fragiles_1983048.html)
- Grandi, M. D. (2016, Mars 14). *Les chinois investissent toujours plus en Europe*. Récupéré sur Les Echos: <https://www.lesechos.fr/2016/03/les-chinois-investissent-toujours-plus-en-europe-203821>
- Grandi, M. D. (2017, Décembre 27). *L'irrésistible ascension des investissements chinois en Europe*. Récupéré sur Les Echos:

[https://www.lesechos.fr/27/12/2017/lesechos.fr/0301029771747\\_1-irresistible-ascension-des-investissements-chinois-en-europe.htm](https://www.lesechos.fr/27/12/2017/lesechos.fr/0301029771747_1-irresistible-ascension-des-investissements-chinois-en-europe.htm)

Grandi, M. D. (2018, Février 02). *Nouvelles routes de la soie : le vrai plan de Xi Jinping*. Récupéré sur Les Echos: [https://www.lesechos.fr/06/02/2018/lesechos.fr/0301207268626\\_nouvelles-routes-de-la-soie---le-vrai-plan-de-xi-jinping.htm#formulaire\\_enrichi::bouton\\_google\\_inscription\\_article](https://www.lesechos.fr/06/02/2018/lesechos.fr/0301207268626_nouvelles-routes-de-la-soie---le-vrai-plan-de-xi-jinping.htm#formulaire_enrichi::bouton_google_inscription_article)

Grieger, G. (2019). *Cadre de l'UE pour le filtrage des IDE*. Bruxelles: Parlement européen.

Groutars, Q. (2016). *Les investissements directs étrangers chinois : une opportunité "win-win" pour la Chine et l'Europe? Focus sur le cas de la Belgique*. Louvain-La-Neuve: Louvain-School of Management.

Guittou, M. (2019, Avril 10). *Filtrage des investissements étrangers : à quoi sert le "système d'alerte" de l'UE?* Récupéré sur Toute l'Europe: <https://www.touteurope.eu/actualite/filtrage-des-investissements-etrangeurs-a-quoi-sert-le-systeme-d-alerte-de-l-ue.html>

Hanemann, T., Huotari, M., & Kratz, A. (2019). Rhodium Group & MERICS.

Hanemann, T., Huotari, M., & Kratz, A. (2019). *Chinese FDI in Europe : 2018 trends and impact of new screening policies*. Rhodium Group & MERICS.

Hanemann, T., Rhodium Group, Huotari, M., & MERICS. (2018). *EU-China FDI: working towards reciprocity in investment relations*. Rhodium Group.

Heimerl, D. (2018, Mai 16). *Union européenne: les enjeux stratégiques des terres rares*. Récupéré sur La documentation Française: <https://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/pe000087-union-europeenne-les-enjeux-strategiques-des-terres-rares-par-daniela-heimerl>

Hiault, R. (2018, Mars 22). *Investisseurs chinois : pourquoi l'Europe doit mieux les surveiller*. Récupéré sur Les Echos: [https://www.lesechos.fr/19/03/2018/lesechos.fr/0301382093145\\_investisseurs-chinois---pourquoi-l-europe-doit-mieux-les-surveiller.htm](https://www.lesechos.fr/19/03/2018/lesechos.fr/0301382093145_investisseurs-chinois---pourquoi-l-europe-doit-mieux-les-surveiller.htm)

- Hiault, R. (2018, Avril 10). *OMC : seize ans de litige entre les Etats-Unis et la Chine*. Récupéré sur Les Echos: [https://www.lesechos.fr/10/04/2018/lesechos.fr/0301545992390\\_omc--seize-ans-de-litige-entre-les-etats-unis-et-la-chine.htm](https://www.lesechos.fr/10/04/2018/lesechos.fr/0301545992390_omc--seize-ans-de-litige-entre-les-etats-unis-et-la-chine.htm)
- Houdoy, X. (2012, Aout 19). *Relations Inde-Chine: des dynamiques concurrentielles qui annoncent un avenir incertain*. Récupéré sur Diploweb: <https://www.diploweb.com/Relations-Inde-Chine-des.html>
- Huawei. (2018). *Huawei Investment & Holding Co., Ltd. 2018 Annual Report*.
- Huawei. (2019, Juin 27). *China Telecom and Huawei jointly release 5G Super Uplink Innovation Solution, redefining 5G networks based on industry requirements*. Récupéré sur Huawei: <https://www.huawei.com/en/press-events/news/2019/6/chinatelecom-huawei-5g-super-uplink-innovation-solution>
- Huawei. (2019, Juin 25). *Huawei's Yang Chaobin: 5G is ON, Keep innovating to realize large-scale 5G commercialization*. Récupéré sur Huawei: <https://www.huawei.com/en/press-events/news/2019/6/huawei-yangchaobin-large-scale-5g-commercialization>
- Huawei. (2019, Juillet 25). *Qui sommes-nous? Huawei*. Récupéré sur Huawei: <https://consumer.huawei.com/be-fr/about-us/>
- Huawei. (2019, Juin 25). *Ryan Ding from Huawei: Industries +5G, Enabling New Growth*. Récupéré sur Huawei: <https://www.huawei.com/en/press-events/news/2019/6/huawei-ryan-ding-industries-plus-5g>
- Insee. (2016). *Zone euro/Union économique et monétaire*. Récupéré sur Insee: <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1603>
- Jia, J. (2015). *Chinese ODI in Europe: Trends and Implications for the EU*. Récupéré sur EU-Asia center: <http://eu-asiacentre.eu/>
- Joannin, P. (2019, Février 11). *La politique commerciale de l'Union européenne face aux nouveaux défis*. Récupéré sur Fondation Robert Schuman: <https://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0502-la-politique-commerciale-de-l-union-europeenne-face-aux-nouveaux-defis>
- Joll, D., & Belloc, B. (2016). Investissements chinois sortant de Chine: quelles en sont les motivations ? *Annales des mines - Gérer et comprendre*, pp. 5-13.

- Jousse, C. (1996). La Chine et l'Union européenne. *Politique étrangère*, pp. 867-879.
- Kiesel, V. (2018, Septembre 20). *Les nouvelles routes de la soie, un projet au service de la Chine*. Récupéré sur Le Soir: <https://plus.lesoir.be/179560/article/2018-09-20/les-nouvelles-routes-de-la-soie-un-projet-au-service-de-la-chine>
- L'alliance européenne pour les batteries : en un an seulement, des avancées importantes dans la mise en place d'une industrie de fabrication de batteries en Europe. (2018). *Commission européenne* (pp. 1-4). Bruxelles: Commission européenne.
- Lamarque, K. (2019, Juin 29). *Guerre commerciale Etats-Unis Chine: Trump et Xi s'accordent pour relancer les négociations*. Récupéré sur Le Soir: <https://www.lesoir.be/233670/article/2019-06-29/guerre-commerciale-etats-unis-chine-trump-et-xi-s'accordent-pour-relancer-les>
- Laroussilhe, O. D. (2019, Février 11). La politique commerciale de l'Union européenne face aux nouveaux défis. *Question d'Europe*, pp. 1-11.
- Lefèvre, F.-X. (2018, Novembre 16). *Alibaba met la Wallonie en ébullition*. Récupéré sur L'Echo: <https://www.lecho.be/entreprises/logistique/alibaba-met-la-wallonie-en-ebullition/10070365.html>
- Lemaitre, F., & Paris, G. (2019, Mai 11). *Entre les Etats-Unis et la Chine, une guerre douanière qui dépasse les enjeux commerciaux*. Récupéré sur Le Monde: [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/05/11/entre-les-etats-unis-et-la-chine-une-guerre-douaniere-qui-depasse-les-enjeux-commerciaux\\_5460786\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/05/11/entre-les-etats-unis-et-la-chine-une-guerre-douaniere-qui-depasse-les-enjeux-commerciaux_5460786_3210.html)
- Lemoine, F. (2002, Avril). La chine dans l'économie mondiale. *Economie Internationale*, pp. 5-10.
- Laplâtre, S. (2019, Mars 10). *En Chine, l'e-commerce à l'heure de la régulation*. Récupéré sur Le Monde: [https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/03/10/en-chine-le-e-commerce-a-l-heure-de-la-regulation\\_5434088\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/03/10/en-chine-le-e-commerce-a-l-heure-de-la-regulation_5434088_3234.html)
- Lisa. (2017, Mai 17). *Les IDE bilatéraux USA-Chine atteignent un record historique en 2016*. Récupéré sur French.China.org: [http://french.china.org.cn/foreign/txt/2017-05/17/content\\_40837380.htm](http://french.china.org.cn/foreign/txt/2017-05/17/content_40837380.htm)

- L'Obs. (2019, Mai 29). *Les terres rares, arme redoutable aux mains de Pékin*. Récupéré sur L'OBS: <https://www.nouvelobs.com/monde/20190529.AFP7529/les-terres-rares-arme-redoutable-aux-mains-de-pek.in.html>
- Martin, E.-A. (2019, Mars). *L'Union européenne va-t-elle se laisser acheter ? Le filtrage des investissements étrangers en Europe*. Récupéré sur IFRI: <https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/lunion-europeenne-va-t-se-laisser-acheter-filtrage-investissements>
- Niquet, V. (2011, Avril). La Chine et l'arme des terres rares. *Revue internationale et stratégique*, pp. 105-113.
- Nodé-Langlois, F. (2018, Avril 18). *Les investissements chinois en Europe ont reculé en 2017*. Récupéré sur Le Figaro : <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2018/04/18/20002-20180418ARTFIG00283-les-investissements-chinois-en-europe-ont-recule-en-2017.php>
- Occis, N. (2001). Les enjeux de l'adhésion de la Chine à l'OMC. *Politique étrangère*, pp. 973-986.
- OCDE. (2002, Février). La création de la zone euro : ses conséquences pour les statistiques économiques. *Cahiers statistiques*, pp. 1-8.
- OCDE. (2019, Juillet). Récupéré sur L'Organisation de coopération et de développement économiques: <https://www.oecd.org/fr/>
- OMC. (2019, Juillet ). *Les arguments en faveur d'un commerce ouvert*. Récupéré sur OMC: [https://www.wto.org/french/thewto\\_f/whatis\\_f/tif\\_f/fact3\\_f.htm](https://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/fact3_f.htm)
- Paribas, B. (2019). *Inde : Les investissements*. BNP Paribas.
- Parlement européen. (2018, Aout 21). *Commerce international: la position de l'Union européenne*. Récupéré sur Actualité: <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/headlines/economy/20180703STO07132/commerce-international-la-position-de-l-union-europeenne-infographie>
- Parlement européen. (2018, Décembre 11). *Règlement (UE) 2018/1971 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques (ORECE) et l'Agence de soutien à l'ORECE (Office de*

- l'ORECE*), modifiant le règlement (UE) 2015. Récupéré sur EUR-Lex: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1558359682750&uri=CELEX:32018R1971>
- Parlement européen. (2019, Février 14). *L'UE surveillera de plus près les investissements directs étrangers*. Récupéré sur Communiqué de presse: <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20190207IPR25209/l-ue-surveillera-de-plus-pres-les-investissements-directs-etranagers>
- Reuters. (2019, Mai 10). *La Chine et les Etats-Unis se rendent coup pour coup dans leur guerre commerciale*. Récupéré sur Le Monde: [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/05/10/la-chine-annonce-des-mesures-de-represailles-a-la-hausse-des-droits-de-douane-americains\\_5460321\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/05/10/la-chine-annonce-des-mesures-de-represailles-a-la-hausse-des-droits-de-douane-americains_5460321_3210.html)
- Richet, X. (2017, Mai 20). *Une nouvelle donne pour les investissements directs étrangers chinois*. Récupéré sur Contrepoints: <https://www.contrepoints.org/2017/05/20/289860-nouvelle-donne-investissements-directs-etranagers-chinois>
- Rostane, R. (2019, Mars 07). *Politiques croisées d'investissement Inde-Chine en Afrique: Tentatives libérales et Realpolitik*. Récupéré sur Huffpost: [https://www.huffpostmaghreb.com/entry/politiques-croisees-d-investissement-inde-chine-en-afrique-tentatives-liberales-et-realpolitik\\_mg\\_5c80deace4b0e62f69e9ec87](https://www.huffpostmaghreb.com/entry/politiques-croisees-d-investissement-inde-chine-en-afrique-tentatives-liberales-et-realpolitik_mg_5c80deace4b0e62f69e9ec87)
- Saarela, A. (2018, Juillet). Les relations entre l'Union européenne et la Chine: une nouvelle ère de coopération stratégique plus étendue? Parlement Européen.
- Schaeffer, F. (2019, Mai 20). *Comment le chinois CATL s'est imposé en leader mondial des batteries*. Récupéré sur LesEchos: <https://www.lesechos.fr/industrie-services/automobile/comment-le-chinois-catl-sest-impose-en-leader-mondial-des-batteries-1022201>
- Shot, D. (Réalisateur). (2019). *La Chine : République populaire de corruption* [Film].
- Shot, D. (Réalisateur). (2019). *Le monde selon Xi Jinping* [Film].
- Smith, A. (1776). *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Paris.
- SPF Economie. (2018, décembre 06). *Géoblocage dans l'Union européenne*. Récupéré sur SPF Economie: <https://economie.fgov.be/fr/themes/ventes/formes-de-vente/ventes-distance/ventes-par-internet/geoblocage-dans-lunion>

- Stanway, D. (2018, Juin 11). *Chine: Le fabricant de batteries CATL réussit son IPO*. Récupéré sur Capital: <https://www.capital.fr/entreprises-marches/chine-le-fabricant-de-batteries-catl-reussit-son-ipo-1292275>
- Stanzel, A. (2015, Juillet 29). *L'inquiétude de l'Inde face aux actions de la Chine*. Récupéré sur l'express: [https://www.lexpress.fr/actualite/l-inquietude-de-l-inde-face-aux-actions-de-la-chine\\_1702886.html](https://www.lexpress.fr/actualite/l-inquietude-de-l-inde-face-aux-actions-de-la-chine_1702886.html)
- The National People's Congress. (2011). *12th Five-Year Plan (2011-2015) for National Economic and Social Development*. Récupéré sur Five year plan: <https://policy.asiapacificenergy.org/node/37>
- Toute l'Europe. (2017, Février 23). *Histoire de l'Union économique et monétaire de l'euro*. Récupéré sur Toute l'Europe: <https://www.touteleurope.eu/actualite/histoire-de-l-union-economique-et-monetaire-et-de-l-euro.html>
- Toute l'Europe. (2018, Mars 19). *Le libre-échange au coeur de la construction européenne*. Récupéré sur Toute l'Europe: <https://www.touteleurope.eu/actualite/le-libre-echange-au-coeur-de-la-construction-europeenne.html>
- Toute l'Europe. (2019, Juillet 03). *CETA, JEFTA, Mercosur... qu'est-ce qu'un accord de libre-échange de "nouvelle génération"*. Récupéré sur Toute l'Europe: <https://www.touteleurope.eu/actualite/ceta-jefta-qu-est-ce-qu-un-accord-de-libre-echange-de-nouvelle-generation.html>
- Trends. (2018, Aout 29). *Près de 30% du chiffre d'affaires de l'e-commerce en Belgique proviennent de l'étranger*. Récupéré sur Trends: <https://trends.levif.be/economie/entreprises/pres-de-30-du-chiffre-d-affaires-de-l-e-commerce-en-belgique-proviennent-de-l-etranger/article-normal-883755.html>
- UNCTADSTAT. (2019, Juillet). *Profil Général : ETATS-UNIS*. Récupéré sur conférence des nations unies sur le commerce et le développement: <https://unctadstat.unctad.org/CountryProfile/GeneralProfile/fr-FR/842/index.html>
- UNCTADSTAT. (2019, Juillet). *Profil Général : Chine*. Récupéré sur <https://unctadstat.unctad.org/CountryProfile/GeneralProfile/fr-FR/156/index.html>

UNCTADSTAT. (2019, Juillet). *Profil Général : INDE*. Récupéré sur Conférence des nations unies sur le commerce et le développement:  
<https://unctadstat.unctad.org/CountryProfile/GeneralProfile/fr-FR/356/index.html>

United Nations. (2018). *World Investment report : Investment and new industrial policies*. United Nations.

Vandooren. (2018, Mai 29). *Alibaba prépare une offensive en Europe*. Récupéré sur Gondola:  
<http://www.gondola.be/fr/news/digital/alibaba-prepare-une-offensive-europe-aurait-deja-une-tete-de-pont-belgique>

Xinhuanet. (2018, Septembre 22). *L'OMC examine la demande de la Chine sur la sanction commerciale contre les Etats-Unis*. Récupéré sur Xinhuanet:  
[http://french.xinhuanet.com/2018-09/22/c\\_137484944.htm](http://french.xinhuanet.com/2018-09/22/c_137484944.htm)

Xinhuanet. (2019). *Le déploiement de la 5G grâce à la technologie chinoise électrifie Monaco*. Xinhua: Xinhuanet.

